

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JUILLET 1919.

Proposition de loi

complétant le Code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscriptions provinciales (1).

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. GOBLET.

MESSIEURS,

La proposition de l'honorable M. Vandewalle date du 31 janvier 1913. Soumise aux sections, le 17 avril suivant, elle fut rejetée dans toutes. 106 membres étaient présents, 70 de la majorité et 36 de l'opposition (18 libéraux, 17 socialistes, 1 daensiste); 7 membres s'étant retirés avant le vote, les voix se sont réparties comme suit :

1 ^{re} section	9 oui	12 non	
2 ^e »	7 »	9 »	
3 ^e »	3 »	11 »	
4 ^e »	3 »	11 »	2 abstentions
5 ^e »	8 »	10 »	
6 ^e »	3 »	11 »	
	33 oui	64 non	2 abstentions

Et voici qu'aujourd'hui la Section centrale se prononce à l'unanimité pour l'adoption!

L'explication de cette fortune singulière du projet est tout entière dans la transaction historique du 10 avril 1919. Au cours de la discussion de la loi électorale, la droite avait subordonné son adhésion à l'introduction du suffrage universel des femmes; cette réforme rencontrait une résistance

(1) Proposition de loi n° 129 (session de 1912-1913).

(2) La Section centrale, présidée par M. Pouillet, était composée de MM. de Liedekerke, Mechelynck, Van de Vyvere, Bertrand, Melot, Goblet.

acharnée du côté de la gauche libérale. L'accord patriotique intervint après une laborieuse délibération des délégués des trois groupes. Moyennant, d'une part, l'application de la représentation proportionnelle intégrale dans le sens de l'utilisation des excédents; et, d'autre part, l'instauration du vote des femmes à la commune, par la droite avec le concours de la grande majorité du groupe parlementaire actuel socialiste, — la droite retira son amendement et un nouveau texte fut déposé, accordant le droit de suffrage à certaines catégories de femmes pour les prochaines élections générales (1).

(1) M. Carton de Wiart. — Messieurs, un même désir d'union patriotique a déterminé les trois groupes représentés dans cette assemblée à désigner des délégués qui se sont rencontrés cette après-midi et qui, après avoir délibéré, ont arrêté le protocole suivant :

« Au cours d'une conversation tenue entre eux, les délégués des trois groupes de la Chambre ont envisagé la possibilité d'une solution à proposer à leurs groupes respectifs sur les bases suivantes :

» 1^o L'application de la représentation proportionnelle intégrale dans le sens de l'utilisation des excédents serait réalisée au cours de la présente session ;

» 2^o Les partisans catholiques et socialistes du vote des femmes à la commune se réservent le droit d'en poursuivre la réalisation avant le prochain renouvellement des conseils communaux, le groupe libéral se réservant le droit de la combattre ;

» 3^o L'amendement de MM. Segers et consorts serait retiré ;

» 4^o Un nouvel amendement serait déposé accordant le droit de vote pour les prochaines élections :

» A. Aux veuves non remariées des soldats morts au cours de la guerre, avant le 1^{er} janvier 1919, et à leur défaut à leurs mères si celles-ci sont veuves, de même qu'aux mères veuves de soldats célibataires morts dans ces conditions.

» B. Aux veuves non remariées des civils fusillés au cours de la guerre et à leur défaut, à leurs mères, si celles-ci sont veuves, de même qu'aux mères veuves des civils célibataires fusillés dans ces conditions ;

» C. Aux femmes qui ont été condamnées à la prison ou détenues préventivement au cours de l'occupation ennemie pour des motifs d'ordre patriotique. »

D'autre part, il nous a été donné connaissance, par l'obligeance de l'honorable M. Destree, d'un ordre de jour, voté par le groupe parlementaire socialiste et qui est ainsi conçu :

« Le groupe parlementaire socialiste, députés et sénateurs, est d'avis que le prochain renouvellement des conseils communaux doit avoir lieu sous le régime d'une loi nouvelle consacrant l'égalité du droit de suffrage pour les hommes et les femmes de 21 ans, ayant six mois de résidence (adopté par 37 voix contre 7) consacrant, en outre, un régime de représentation proportionnelle intégrale (adopté par 25 voix contre 6). Certains membres ont déclaré subordonner la représentation proportionnelle intégrale à l'élection des bourgmestres par le conseil communal. »

La droite de cette assemblée ayant eu communication de ce protocole et de cet ordre de jour a décidé d'accepter les bases de la solution transactionnelle envisagée au cours de la réunion des délégués des trois groupes. En prenant cette décision, la droite fait le sacrifice de plusieurs idées qui lui sont profondément chères. Elle le fait avec le dessein d'écarter de nos débats, dans toute la mesure du possible, tout ce qui peut nous diviser et d'accrocher tout ce qui peut nous rapprocher. Elle le fait avec le désir de fortifier la situation du gouvernement. (*Très bien ! sur de nombreux bancs.*)

Elle le fait en se rappelant que, dans les heures graves que nous vivons, tout comme aux heures héroïques de la résistance par les armes et de la résistance civile, nous n'avons

C'est sous l'impression de cette transaction, et pour y demeurer fidèle, que la majorité de la Section centrale s'est ralliée à une proposition qu'elle avait repoussée il y a six ans.

I.

Nous ne pouvons mieux faire connaître le projet qu'en empruntant, à M. Van de Walle lui-même, le résumé, dans lequel il a condensé, devant la Section centrale, la formule qu'il défend depuis tant d'années (1).

« 1. Les circonscriptions actuelles sont maintenues.

La désignation des candidats et les opérations du scrutin continuent à se faire selon le code actuellement en vigueur ; mais au point de vue de la répartition générale des mandats, chaque province constitue un collège unique, dont tout le corps électoral contribue à la distribution proportionnelle des sièges.

2. Le premier bureau du chef-lieu de la province fonctionne comme *bureau central*.

3. Les candidats présentés dans les divers arrondissements d'une même province, ont le droit de déclarer qu'ils appartiennent, au point de vue de la répartition des sièges, à un seul groupe électoral.

La loi règle la remise de la déclaration au bureau central et la publication des listes collectives dans toutes les communes du ressort.

Les listes, qui ne font pas cette déclaration, sont considérées comme groupes isolés.

4. Le *chiffre répartiteur* local représente pour l'arrondissement l'unité de mesure. On l'obtient en divisant le total des votes, valablement émis dans l'arrondissement, par le nombre de sièges à y conférer.

pas le droit d'oublier cette grande vérité proclamée par nos pères de 1830 aux premiers jours de notre indépendance, que l'union fait la force. (*Applaudissements unanimes et prolongés.*)

M. Lemonnier. — Messieurs, je suis chargé de donner connaissance à la Chambre de la déclaration suivante de la gauche libérale :

« Le parti libéral reste unanimement adversaire du vote des femmes ; il estime cette réforme prématurée ; son avènement pourrait mettre en péril l'unité du pays.

» Les membres du groupe entendent combattre, devant l'opinion, l'instauration d'un régime qui n'a pas été préparé et qui ne répond pas au vœu du pays. Il a décidé de se rallier à la déclaration portée à la connaissance de la Chambre par notre collègue M. Carton de Wiart, faite dans une pensée de conciliation à la fois pour rendre hommage aux Belges tombés glorieusement à l'ennemi et pour maintenir l'unité nationale.

» Cette union est indispensable à l'intérieur pour assurer la restauration de la nation ; à l'extérieur pour faire reconnaître l'intégralité de ce droit. » (*Applaudissements unanimes.*) (*Annales parlementaires*, pages 793 et 794.)

(1) La première proposition de MM. Féron et Van de Walle est du 20 décembre 1900, D. P. n° 52, page 119.

On peut consulter encore, sur cette question, les Documents Parlementaires, de 1900-1901, n° 257, p. 69 ; de 1901-1902, n° 103, p. 312 ; de 1907-1908, n° 41, p. 289, et n° 98, p. 699 ; de 1909-1910, n° 251, p. 211 ; de 1911-1912, n° 11, p. 124 ; de 1912-1913, n° 171, p. 860.

Lorsqu'on divise par ce répartiteur le chiffre électoral d'une liste, on obtient son *quotient électoral*, qui exprime exactement la force numérique qu'elle représente dans la circonscription.

Chaque unité de ce quotient vaut incontestablement un siège et il n'y a aucune raison pour ne pas le reconnaître tout de suite, c'est-à-dire immédiatement après le dépouillement qui se fait le jour de l'élection par le bureau siégeant au chef-lieu de l'arrondissement.

A chaque liste ce bureau attribue donc d'emblée autant de sièges que son quotient électoral renferme d'unités.

5. Cette première opération faite, il s'agit de déterminer ce qui reste de force électorale utilisable à chacune des listes d'un même arrondissement devant la place encore disponible,

Il suffit de diviser le quotient électoral de chaque liste par le nombre de sièges qu'elle occuperait si la place lui était effectivement attribuée.

Les *fractions locales*, ainsi obtenues par les listes restées en présence, fixent leur droit éventuel aux mandats complémentaires.

6. Le bureau central se réunit le lendemain de l'élection au chef-lieu de la province.

Il additionne les chiffres électoraux obtenus par les listes dans les divers arrondissements et il arrête ainsi le *chiffre provincial* de chaque groupe.

Il divise pour chaque groupe son chiffre provincial successivement par le nombre de sièges qu'il obtiendrait si chacun des mandats restés disponibles lui était effectivement attribué.

Il range les quotients par ordre d'importance et, dans cet ordre, il appelle les groupes à recueillir les mandats restés disponibles, en attribuant à chacun d'eux le siège lui revenant dans l'arrondissement où sa fraction locale se rapproche le plus de l'unité.

7. Les sièges attribués à une liste sont occupés définitivement par ses candidats effectifs et éventuellement par ses candidats suppléants et le bureau les proclame élus dans l'ordre fixé par les articles 265 et 266 du code électoral.

La dévolution des votes de listes se fait à concurrence du chiffre moyen que le bureau fixe pour chaque liste en divisant son chiffre électoral par le nombre de sièges qui lui sont définitivement attribués. »

II.

La réforme a été l'objet de critiques.

Nous pouvons négliger celles qui s'attaquent au principe même de la représentation proportionnelle. Depuis vingt ans, elle est passée dans les mœurs; téméraire serait celui qui rêverait un retour au scrutin majoritaire.

Mais d'autres ont dit que l'extension de la R. P. à la circonscription provinciale est inconstitutionnelle. C'est perdre de vue que l'article 48, d'après lequel les élections se font par divisions de province, a été révisé en 1893, de façon précisément à écarter tout obstacle à l'organisation de la représentation proportionnelle; le texte nouveau ne laisse aucun doute : « la consti-

tution des collèges électoraux est, pour chaque province, réglée par la loi ».

On a dit encore que le système de M. Van de Walle, rend l'élection en partie indirecte, et heurte, sinon le texte, du moins l'esprit de la Constitution : l'électeur serait mis dans la situation de ne pouvoir connaître les personnes pour lesquelles il vote. Il n'en est rien ; car le groupement, réalisé avec le consentement exprès des candidats et de leurs parrains, sera public.

Les objections d'ordre pratique paraissent, à première vue, plus sérieuses.

Est-il vrai que le mécanisme de la formule soit excessivement compliqué, qu'il deviendra une occasion d'erreurs notables dans le dépouillement, et que, par surcroît, il sera inaccessible à la compréhension du corps électoral ?

Des critiques analogues furent dirigées contre le système de M. d'Hondt. Celui-ci dut lutter longtemps avant de réussir à les faire écarter par le législateur de 1899. L'événement a prouvé qu'elles étaient dénuées de fondement.

Il en sera de même pour la réforme actuelle. La Chambre s'en convaincra, par la démonstration que nous allons faire, sur la base des résultats officiels de l'élection générale de 1912. Nous choisissons, au hasard, une province wallonne, Hainaut, et une province flamande, Anvers.

* * *

Les chiffres électoraux des divers partis ont été les suivants, dans la province d'Anvers.

	Catholiques.	Cartel.	Isolés.
Anvers (15)	93,286	81,348	4,080
Malines (5)	44,367	24,816	310
Turnhout (4)	40,772	9,946	—

Rien ne sera changé aux opérations jusque là.

Quelques calculs — nouveaux et, on va le voir, très simples — seront nécessaires au Bureau principal ou au Bureau central, pour la répartition des sièges.

A. Le total des votes valables à *Anvers* étant de 178,684 et le nombre des sièges étant de 15, le quotient sera donc de 178,684 : 15, soit, en forçant la fraction, 11,913.

Il en résulte que le chiffre électoral catholique représente (93,286 : 11,913) 7,828; celui du cartel 6,828.

Conclusion : La première liste obtient d'emblée 7 sièges, la seconde 6 sièges ; 2 sièges restent à attribuer.

Les mêmes opérations donneront à *Malines* :

69,495 : 5 = quotient 13,899.

Catholiques 3,192 ; 3 sièges.

Cartel 1,785 ; 1 siège.

Reste 1 siège.

A Turnhout :

50,718 : 4 = quotient 12,680.

Catholiques 3,215; 3 sièges.

Cartel 0,784; 0 —

Reste 1 siège.

B. La liste catholique a donc déjà 15 élus dans la province, le cartel 7.

Pour régler le sort des 4 autres, le Bureau central va d'abord procéder comme dans le régime actuel :

Chiffre électoral provincial : Catholique.		Cartel.	
178,593		116,110	
—		—	
14 ^e diviseur	12,742	8 ^e diviseur	14,513
15 ^e —	11,866	9 ^e —	12,901
		10 ^e —	11,611

D'où il suit que :

Le premier siège supplémentaire appartient au cartel,

le deuxième. au cartel
 le troisième. à la liste catholique
 le quatrième. à la liste catholique

C) Dans quels arrondissements. et à qui, ces sièges seront-ils attribués?

La solution dépendra de la fraction locale revenant proportionnellement à chaque liste. L'article 275, 2^e alinéa, traduit la formule mathématique, qui assure ce desideratum.

Nous venons de voir (A) qu'à Anvers, le quotient catholique représente 7,828; pour 8 sièges au lieu de 7, il équivaut à 0.978 par siège. De même, le quotient du cartel étant 6,828, pour sièges 7 au lieu de 6, il équivaut à 0.975 par siège. La proportion est dès lors 0.5007 et 0.4993.

Le même calcul donnera à Malines 0.473 et 0.527;

A Turnhout, 0.503 et 0.493.

D) Rangeant ces fractions locales, par ordre d'importance, on obtient le tableau suivant :

1. Cartel	0.527.	.	.	Malines.
2. Catholique	0.503.	.	.	Turnhout.
3. —	0.500.	.	.	Anvers.
4. Cartel	0.499.	.	.	Anvers.
5. —	0.493.	.	.	Turnhout.
6. Catholique	0.473.	.	.	Malines.

Le premier siège supplémentaire revenant au cartel (B) est donc dévolu à l'arrondissement de Malines, qui se trouve par là entièrement pourvu.

Le deuxième siège, revenant aussi au cartel, est dévolu à l'arrondissement d'Anvers.

Le troisième et le quatrième sièges, revenant aux catholiques, sont dévolus dans les arrondissements de Turnhout et d'Anvers.

Finalement le résultat serait, ici, le même que celui qui a été proclamé en 1912.

* * *

Il en eût été différemment dans le *Hainaut*.

A. — Chiffres électoraux :

	Catholiques.	Cartel.	Socialistes.	Libéraux.
Charleroi (11)	50.695	126.921	—	—
Mons (7)	31.502	—	54.535	23.324
Soignies (3)	27.630	42.676	—	—
Thuin (3)	23.098	38.329	—	—
Tournai (6)	46.390	56.999	—	—

A. — Quotients.

Charleroi	3.139	7.860	—	—
Mons	2.020	—	3.420	1.495
Soignies	1.571	2.427	—	—
Thuin	1.123	1.871	—	—
Tournai	2.691	3.307	—	—

B. — La liste catholique a donc déjà 9 élus, le cartel 15, les socialistes 3, les libéraux 1.

Reste à répartir : 5 sièges, 1 dans chaque arrondissement.

Chiffre électoral provincial :

Catholiques.	Cartel.	Socialistes.	Libéraux.
10 ^e diviseur 17.951	14 ^e diviseur 18.925	4 ^e diviseur 13.588	2 ^e diviseur 11.662
11 ^e — 16.304	15 ^e — 17.661		
12 ^e — 14.902	16 ^e — 16.557		
	17 ^e — 15.585		

Le premier siège supplémentaire revient au cartel.

Le deuxième — aux catholiques.

Le troisième — au cartel.

Le quatrième — —

Le cinquième — aux catholiques.

C. — Fractions locales :

$$\begin{array}{l} \text{Charleroi (catholiques)} \quad 3.139 : 4 = 0.784 \\ \text{(cartel)} \quad 7.860 : 8 = 0.982 \end{array} \left. \vphantom{\begin{array}{l} \text{Charleroi (catholiques)} \\ \text{(cartel)} \end{array}} \right\} \begin{array}{l} 1.766 = 0.445 \\ = 0.556 \end{array}$$

Mons	(catholiques)	$2.020 : 3 = 0.673$	} $2.275 = 0.375$	$= 0.295$
	(socialistes)	$3.420 : 4 = 0.855$		
	(libéraux)	$1.493 : 2 = 0.747$		
Soignies	(catholiques)	$1.571 : 2 = 0.785$	} $1.593 = 0.492$	$= 0.507$
	(cartel)	$2.427 : 3 = 0.808$		
Thuin	(catholiques)	$1.123 : 2 = 0.561$	} $1.496 = 0.375$	$= 0.625$
	(cartel)	$1.871 : 2 = 0.935$		
Tournai	(catholiques)	$2.691 : 3 = 0.897$	} $1.723 = 0.520$	$= 0.479$
	(cartel)	$3.307 : 4 = 0.826$		

D. — Répartition :

1. Cartel	0.625	Thuin.
2. —	0.556	Charleroy.
3. Catholiques	0.520	Tournai
4. Cartel	0.507	Soignies.
5. Catholiques	0.452	Soignies.
6. Cartel	0.479	Tournai.
7. Catholiques	0.443	Charleroy.
8. Socialistes	0.375	Mons.
9. Catholiques	0.375	Thuin.
10. Libéraux	0.328	Mons.
11. Catholiques	0.295	Mons.

Le premier siège supplémentaire revient au cartel ; il l'aura à Thuin.

Le deuxième aux catholiques ; ce sera donc à Tournai.

Le troisième et le quatrième au cartel ; il les prendra par conséquent à Charleroy et à Soignies.

Enfin, le cinquième siège, revenant aux catholiques, ne pourra leur être attribué à Soignies, arrondissement déjà entièrement pourvu ; ils l'auront à Mons.

Finalement, la liste catholique obtient 11 sièges au lieu de 10, le cartel 20 sièges au lieu de 21 (1).

*
* * *

Dans l'ensemble du pays, la formule Vandewalle n'aurait apporté que quelques changements dans la répartition des sièges.

Aucune modification pour les provinces d'*Anvers*, du *Brabant* et de *Liège*.

Flandre Occidentale :

- Élus : 16 catholiques (au lieu de 17).
 — 4 libéraux (au lieu de 3).
 — 1 socialiste.
 — 1 daensiste.

(1) Le résultat eût été autre si les deux listes d'opposition, à Mons, avaient formé cartel, et si, sous ce nom, elles avaient totalisé leurs chiffres électoraux. Dans ce cas, le cartel aurait gardé ses 21 sièges pour l'ensemble de la province.

Flandre Orientale :

- Élus : 19 catholiques (au lieu de 18).
 — 7 libéraux.
 — 1 socialiste (au lieu de 2).
 — 1 daensiste.

Hainaut :

- Élus : 11 catholiques (au lieu de 10)
 — 7 libéraux.
 — 13 socialistes (au lieu de 14).

Limbourg :

- Élus : 6 catholiques (au lieu de 7).
 — 1 libéral (au lieu de 0).

Luxembourg :

- Élus : 3 catholiques (au lieu de 4).
 — 3 libéraux (au lieu de 2).

Namur :

- Élus : 5 catholiques (au lieu de 4).
 — 2 libéraux.
 — 2 socialistes (au lieu de 3).

Au total, les listes catholiques auraient eu 101 élus (chiffre égal), les listes libérales 47 (au lieu de 44), les listes socialistes 36 (au lieu de 39), les Daensistes 2 (chiffre égal).

III.

M. Sauveur, secrétaire général du Ministère de l'Intérieur, commissaire du Gouvernement, a été entendu par la Section centrale.

Il a proposé une rédaction nouvelle du projet, à laquelle nous nous sommes ralliés.

En même temps, il suggérait deux dispositions, dont l'une a été admise et l'autre repoussée.

La première se place au troisième alinéa de l'article 276. Elle tend à écarter de la répartition complémentaire les groupes qui, dans aucun arrondissement, n'ont obtenu un nombre de voix au moins égal à la moitié du diviseur électoral. Il a paru légitime, en effet, d'enrayer l'émiettement à l'extrême des partis.

La seconde substituait, dans l'article 273, le calcul des décimales à la recherche de la fraction, vraiment proportionnelle, imaginée par M. Vandewalle. C'était simple, très simple, trop simple et profondément injuste. Nous nous y arrêterons quelques instants.

Done, d'après l'honorable M. Sauveur — nous reproduisons ses termes mêmes, afin de ne pas affaiblir son raisonnement — « le quotient local » indique déjà, *par ses décimales*, la fraction locale de la liste, c'est-à-dire la » *fraction de siège* qui lui revient. Il n'est pas besoin d'en chercher une » autre : elle est tout-à-fait exacte.

» Tandis que la nouvelle fraction locale que cherche M. Vandewalle ne » l'est qu'en apparence. Un exemple le prouvera. Soit deux listes dont l'une » obtient 9,100 voix, et l'autre 900 voix, dix sièges étant à conférer. En » divisant par le répartiteur $\left(\frac{9,100 + 900}{10} = 1,000 \right)$ les deux chiffres élec- » toraux, on obtient les deux quotients électoraux 9.1 et 0.9. Cela suffit. » A la première répartition, la première liste obtient neuf sièges et la » seconde aucun; mais le dixième siège, à la répartition complémentaire, » reviendra à la seconde liste à raison de sa fraction locale 0.9 plus forte » que 0.1.

» Dans le système Vandewalle, au contraire, le dixième siège revien- » drait à la première liste. En effet, on devrait opérer ainsi : $\frac{9.1}{10}$ et $\frac{0.9}{1} =$ » 0.91 et 0.90; $0.91 + 0.90 = 1.81$; $\frac{0.91}{1.81} = 0,5027$ et $\frac{0.9}{1.81} = 0,4973$. Les » fractions locales 0.1 et 0.9 deviennent 0,5027 et 0,4973, et c'est la pre- » mière qui a la priorité.

» Or, manifestement, c'est à tort, bien que cela concorde avec l'applica- » tion du système d'Hondt. Ne voit-on pas, en effet, que si les mandats » étaient choses fongibles, évalués par exemple à 1,000 francs, la liste » 9,100 aurait neuf billets de 1,000 francs plus 100 et la liste 0,900 aurait » 900 francs. Et que l'on est plus près de la justice en donnant respective- » ment 9,000 et 1,000 qu'en donnant 10,000 et zéro. En ce dernier cas » (Vandewalle), l'erreur est de 900 francs. Dans mon système de 100 » seulement ».

Il suffit, pour rejeter ce procédé simpliste, de relever l'aveu explicite que la formule Vandewalle *concorde avec l'application du système d'Hondt*. Ceci est décisif pour les partisans de la R. P.

Quant à l'assimilation des mandats aux choses fongibles, elle pêche par la base, lorsqu'elle évalue chaque mandat à 1,000 francs. Sans qu'il soit besoin d'être féru de représentation proportionnelle, il saute aux yeux que 9,100 voix valent, et au-delà, dix fois plus que 900; par suite, s'il n'y a que dix mandats à conférer, il est juste de les donner tous aux 9,100.

Au reste, il est sage de ne pas tabler sur des exemples hypothétiques. Les réalités de la vie électorale feront apparaître le vice radical du système des décimales.

Considérons les tableaux dressés ci-dessus pour la province d'Anvers en 1912. Le quotient du cartel était, à Malines, de 1,785, à Turnhout, de 0,784. Mais les fractions locales proportionnelles devenaient à Malines 0,527 et à Turnhout 0,495. Eh bien ! Déplaçons un millième aux décimales du quotient; mettons 1,784 à Malines, 0,785 à Turnhout; cela ne changera rien aux frac-

tions locales, mais produira ce résultat stupéfiant de donner le siège supplémentaire de Turnhout au cartel et celui de Malines aux... catholiques !!

Dans le Hainaut, la décimale libérale de Mons (0,495) prévaudrait sur la socialiste (0,420). De telle sorte que 54,333 voix donneraient droit à troisièmes, tandis que 25,324 en obtiendraient deux... Faut-il souligner, en comparant à des choses fongibles ?

Nous pourrions prendre d'autres exemples dans la pratique. C'en est assez pour montrer que la formule Vandewalle respecte seule les règles de la proportionnalité.

A première vue, elle semble compliquée. Nous avons cependant pu la résumer en quelques lignes, au deuxième alinéa de l'article 273. Et les tableaux, analysés plus haut, manifestent que les calculs supplémentaires, imposés au Bureau Central, prendront au maximum une demi-heure.

*
**

S'inspirant de ces considérations, la Section centrale, à l'unanimité, a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet ci-contre (1). Toutefois, un membre, tout en adhérant au texte proposé, s'abstient sur le rapport, à raison de l'appréciation émise sur la portée de l'accord intervenu le 10 avril.

Le Rapporteur,

NICOLAS GOBLET.

Le Président,

P. POULLET.

(1) L'honorable M. Vandewalle a demandé l'insertion, en annexe, du texte qu'il a présenté, après le vote de la rédaction proposée par M. Sauveur. La Section centrale a cru devoir déférer au désir de l'auteur de la formule qu'elle a adoptée.

Texte proposé par la Section centrale.

Le titre XI (représentation proportionnelle) du Code électoral est complété par les dispositions suivantes :

ART. 268.

Lors des élections pour le renouvellement partiel ou intégral de la Chambre des Représentants ou du Sénat, les candidats d'une liste peuvent, avec l'assentiment des électeurs qui les ont présentés, déclarer former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats nominativement désignés, de listes présentées dans d'autres arrondissements électoraux de la même province.

ART. 269.

En cas d'application de l'article 268, le bureau principal siégeant au chef-lieu de la province, fonctionne en outre comme bureau central provincial pour la répartition des sièges entre les listes.

En vue de cette application, le président de bureau indique dans l'avis qu'il publie en exécution de l'article 163, les lieu, jour, — le dixième jour précédant celui du scrutin — et heure auxquels il recevra les déclarations de groupement prévues à l'article 268.

Cette indication, dont il donne connaissance en temps utile aux présidents des bureaux principaux

Tekst door de Niddenaafdeeling voorgesteld.

Titel XI (evenredige vertegenwoordiging) van het Kieswetboek wordt door de navolgende bepalingen aangevuld :

ART. 268.

Bij de verkiezingen tot gedeeltelijke of geheele vernieuwing van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Senaat kunnen de kandidaten eener lijst, niet de instemming der kiezers die hen voorgedragen hebben, verklaren dat zij, ten aanzien van de verdeling der zetels, zich tot eene groep verbinden met de bij name aangewezen kandidaten van lijsten, in andere kiesarrondissementen derzelfde provincie voorgedragen.

ART. 269.

Wordt artikel 268 toegepast, dan treedt het hoofdbureel, in de hoofdplaats der provincie gevestigd, bovendien op als provinciaal centraal bureel voor de verdeling der zetels onder de lijsten.

Met het oog op die toepassing vermeldt de bureelvoorzitter in het bericht, dat hij ter uitvoering van artikel 163 openbaar maakt, op welke plaats, dag — de tiende dag vóór dien der stemming — en uur hij de bij artikel 268 voorziene verklaringen van groepeerings zal ontvangen.

Deze aanduiding, waarvan hij op behoorlijken tijd kennis geeft aan de voorzitter der hoofdbureelen van

des autres arrondissements de la province, est reproduite par eux dans l'avis dont l'article 163 leur prescrit la publication.

ART. 270.

La déclaration de groupement de listes de candidats n'est recevable que si ces candidats se sont réservés dans leur acte d'acceptation de candidature d'user du droit que leur donne l'article 268 et si l'acte de présentation les y autorise. Elle doit, à peine de nullité, être signée par tous les candidats, titulaires et suppléants, de la liste et rencontrer l'adhésion, exprimée par une déclaration semblable, dans les mêmes conditions, des candidats de la liste ou des listes désignées.

Une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs listes entre lesquelles il n'y a pas groupement.

ART. 271.

Les déclarations réciproques de groupement peuvent être faites par un seul et même acte.

Si l'une des listes qui y est comprise est écartée, la déclaration produit ses effets pour les autres listes du groupe.

Les déclarations peuvent contenir désignation, pour l'ensemble du groupe, d'un témoin et d'un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau central provincial. Les témoins doivent, à moins qu'ils ne soient eux-mêmes candidats, être

de overige arrondissementen der provincie, wordt door hen overgenomen in het bericht, waarvan artikel 163 de openbaarmaking voorschrijft.

ART. 270.

De verklaring van groepeerings van kandidatenlijsten is slechts ontvankelijk wanneer deze kandidaten zich, in hunne akte van candidatuur-aanvaarding, hebben voorbehouden gebruik te maken van het recht dat artikel 268 hun toekent, en wanneer de akte van candidaatsstelling hen daartoe machtigt. Zij moet, op straffe van nietigheid, door al de kandidaten der lijst, werkelijke en plaatsvervangers, onderteekend zijn en de kandidaten der aangewezen lijst of lijsten moeten bij eene gelijke verklaring; onder dezelfde voorwaarden, hunne instemming daarmee betuigen.

Eene lijst kan niet tot één groep verbonden worden met twee of meer lijsten, tusschen welke er geen groepeerings is.

ART. 271.

De wederkeerbare verklaringen van groepeerings kunnen door eene en dezelfde akte gedaan worden.

Indien een van de daarin begrepen lijsten wordt afgewezen, dan heeft de verklaring uitwerking voor de overige lijsten der groep.

De verklaringen mogen, voor de geheele groep, een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen tot bijwoning van de verrichtingen van het provinciaal centraal bureau. De getuigen moeten, tenzij ze zelf candidaat zijn, kiezer zijn voor de

électeurs généraux dans l'un des arrondissements de la province.

La désignation, conformément à l'article 164, alinéa 11, par les candidats qui n'ont pas fait de déclaration de groupement dans des arrondissements où d'autres candidats l'ont faite, des témoins appelés à assister aux séances du bureau principal lors des opérations prévues aux articles 167, 169 et 255, comporte de plein droit leur désignation pour assister aux opérations du bureau central provincial.

ART. 272.

Les présidents des bureaux principaux des arrondissements où un ou plusieurs candidats se sont réservé le droit de faire une déclaration de groupement de listes, transmettent au président du bureau central provincial, la liste des candidats dès qu'elle a été arrêtée définitivement conformément à l'article 255, ou lui signalent que l'élection s'est terminée sans lutte en vertu des alinéas 1 à 3 de l'article 257, auquel cas la réserve de déclaration de groupement devient sans objet.

ART. 273.

Les déclarations de groupement doivent être remises, par un des signataires, au moins au président du bureau central provincial, à l'heure qu'il a fixée pour cette remise. Il en est donné récépissé.

Wetgevende Kamers in een van de arrondissementen der provincie.

De aanwijzing van de getuigen tot bijwoning der vergaderingen van het hoofdbureel bij de verrichtingen voorzien in de artikelen 167, 169, en 255, welke overeenkomstig artikel 164, § 71, wordt gedaan door de kandidaten die geen verklaring van groepeerings deden in arrondissementen waar zij door andere kandidaten werd gedaan, brengt van rechtswege hunne aanwijzing mee tot bijwoning van de verrichtingen van het provinciaal centraal bureel.

ART. 272.

De voorzitters van de hoofdbureelen der arrondissementen, waar een of meer kandidaten zich het recht voorbehielden eene verklaring van lijstengroepeerings te doen, zenden aan den voorzitter van het provinciaal centraal bureel de kandidatenlijst, zoodra zij voorgoed vastgesteld werd overeenkomstig artikel 255, of brengen hem ter kennis dat de verkiezing zonder strijd geschiedde krachtens de alinéas 1 tot 3 van artikel 257; in dit geval heeft het voorbehoud van groepeerings verklaring geen strekking meer.

ART. 273.

De verklaringen van groepeerings moeten, door ten minste één van de onderteekenaars, aan den voorzitter van het provinciaal centraal bureel afgegeven worden op het uur, dat hij daartoe heeft vastgesteld. Daarvan wordt ontvangstbewijs afgeleverd.

Le bureau central provincial arrête immédiatement, en présence des témoins, s'il en a été désigné, le tableau des listes formant groupe et transmet aux présidents des collèges d'arrondissement, copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription. Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes de l'arrondissement électoral.

ART. 274.

Dans ce tableau, il est assigné à chaque groupe de listes une lettre : A. B. C., etc., dans l'ordre observé pour le classement des listes dans le bulletin de vote tel qu'il a été arrêté conformément à l'article 258 par le bureau principal du chef-lieu de la province.

ART. 275.

Dans les arrondissements où les candidats d'une ou de plusieurs listes ont fait la déclaration de groupement prévue par l'article 268, le bureau principal, au lieu de procéder de la manière indiquée à l'article 263, divise le total général des votes valables par le nombre des sièges à conférer dans l'arrondissement. Il divise les chiffres électoraux par ce diviseur, et fixe ainsi, à chaque liste, son quotient électoral dont les unités indiquent le nombre de sièges immédiatement acquis.

Il procède ensuite au calcul suivant destiné à la répartition des sièges réservés : il divise chaque quotient électoral par le nombre de sièges que la liste occuperait, si un

Het provinciaal centraal bureel stelt onmiddellijk, in bijzijn van de getuigen, zoo er werden aangewezen, de tabel der tot eene groep verbonden lijsten vast en zendt aan de voorzitters der arrondissements colleges een afschrift van de lijsten, waarop candidaten hunner omschrijving voorkomen. Deze voorzitters doen de lijsten onmiddellijk aanplakken in al de gemeenten van het kiesarrondissement.

ART. 274.

In die tabel wordt aan elke lijstengroep eene letter : A, B, C, enz., toegekend in de orde bepaald voor de rangschikking der lijsten op het stembriefje, zooals dit overeenkomstig artikel 258 werd vastgesteld door het hoofdbureel van de hoofdplaats der provincie.

ART. 275.

In de arrondissements waar de candidaten van ééne of van meer lijsten de bij artikel 268 voorziene verklaring van groepeerings deden, deelt het hoofdbureel, in plaats van te handelen op de wijze vermeld in artikel 263, het geheel getal der geldige stemmen door het getal zetels, in het arrondissement toe te kennen. Het deelt de kiescijfers door dezen verdeeler en bepaalt aldus, voor elke lijst, haar kiesquotient, waarvan de eenheden het aantal dadelijk verworven zetels aanduiden.

Daarna gaat het over tot de volgende berekening met het oog op de verdeeling der voorbehouden zetels : het deelt elk kiesquotient door het getal zetels, welke de lijst zou

siège disponible lui était complémentaiement attribué ; il additionne les nouveaux quotients, et, divisant chacun d'eux par le total, détermine la fraction locale revenant proportionnellement à chaque liste.

Procès-verbal de ces opérations est adressé immédiatement au président du bureau central provincial, les autres pièces indiquées à l'article 193 étant seules transmises au greffier de la Chambre des Représentants ou du Sénat.

ART. 276.

Le bureau central provincial se réunit le lendemain, à midi. Il arrête le chiffre électoral de chaque groupe en additionnant les chiffres électoraux des listes qui en font partie. Les autres listes conservent leurs chiffres électoraux.

Le bureau arrête, en totalisant les unités des quotients établis par application de l'article 275, le nombre des sièges déjà acquis aux différents groupes de listes et aux listes isolées pour l'ensemble de la province, ainsi que le nombre des sièges à répartir complémentaiement.

Il admet à la répartition complémentaiement tous les groupes de listes sauf ceux qui, dans aucun arrondissement, n'ont obtenu un nombre de voix au moins égal à la moitié du diviseur électoral fixé en vertu de l'article 275, alinéa 1 ; il y admet les listes isolées, qui ont atteint cette quotité.

Le bureau divise successivement leurs chiffres électoraux par 1, 2, 5,

bekleeden, indien een beschikbare zetel haar op aanvallende wijze werd toegekend ; het telt de nieuwe quotienten bijeen en, elk hunner deelende door het totaal, bepaalt het de plaatselijke breuk, welke aan elke lijst evenredig toekomt.

Het proces-verbaal dier verrichtingen wordt dadelijk gezonden aan den voorzitter van het provinciaal centraal bureel ; alleen de overige in artikel 193 vermelde stukken worden aan den griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Senaat gestuurd.

ART. 276.

Het provinciaal centraal bureel vergadert den volgenden dag, 's middags. Het bepaalt het kiescijfer van elke groep door de kiescijfer van al de daartoe behoorende lijsten bijeen te tellen. De overige lijsten behouden hunne kiescijfers.

Het bureel bepaalt, door de eenheden van de bij toepassing van artikel 275 vastgestelde quotienten bij een te tellen, hoeveel zetels aan de verscheidene lijstengroepen en aan de afzonderlijke lijsten voor heel de provincie reeds toegekend zijn en hoeveel zetels op aanvullende wijze nog te verdeelen zijn.

Tot de aanvullende verdeeling laat het al de lijstengroepen toe, behalve die, welke, in geen enkel arrondissement, een getal stemmen hebben bekomen, gelijk aan de helft van den bij artikel 275, § 1, bepaalden kiesdeeler ; het laat tot die verdeeling de afzonderlijke lijsten toe, die dit getal hebben bereikt.

Achtereenvolgens deelt het bureel hare kiescijfers door 1, 2, 3, enz.,

etc., si la liste ne comptait encore aucun siège définitivement acquis; par 2, 3, 4, etc., si elle n'en avait acquis qu'un seul; par 3, 4, 5, etc., si elle en avait déjà acquis deux et ainsi de suite, la première division se faisant chaque fois par un chiffre égal au total des sièges que le groupe ou la liste obtiendrait si le premier des sièges restant à conférer lui était attribué.

Le bureau range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre de quotients égal à celui des mandats disponibles; chaque quotient utile détermine en faveur du groupe ou de la liste auquel il appartient l'attribution d'un siège complémentaire.

ART. 277.

Le bureau procède ensuite à la désignation des arrondissements où les listes formant groupe obtiendront le siège ou les sièges complémentaires qui leur reviennent.

Pour les listes isolées, la désignation est tout indiquée et l'attribution se fait en premier lieu, en commençant par celles auxquelles appartiennent les quotients utiles les plus élevés.

Pour les listes formant groupe la désignation se fait de la manière suivante :

L'ordre d'importance des quotients visés au dernier alinéa de l'article 276 détermine l'ordre suivant lequel chaque groupe est successivement appelé à occuper le siège restant à conférer.

indien nog geen enkele voorgoed verworven zetel aan de lijst is toegekend; door 2, 3, 4, enz., indien zij slechts één zetel heeft verworven; door 3, 4, 5, enz., indien zij er reeds twee heeft verworven, en zoo voorts, de eerste deeling telkens geschiedend door een cijfer gelijk aan het geheel aantal zetels, welke de groep of de lijst zou bekomen, indien de eerste der nog te begeven zetels haar toegekend werd.

Het bureel rangschikt de quotienten in de volgorde hunner belangrijkheid ten beloope van een getal quotienten gelijk aan dit van de beschikbare zetels; elk in aanmerking komend quotient brengt het toekennen van een aanvullenden zetel mee ten behoeve van de groep of van de lijst waartoe het behoort.

ART. 277.

Het bureel gaat vervolgens over tot de aanduiding der arrondissementen, waar de tot eene groep verbonden lijsten den aanvullenden zetel of de aanvullende zetels, die haar toekomen, zullen bekomen.

Voor de afzonderlijke lijsten is de aanduiding geheel aangewezen en heeft de toekenning het eerst plaats, daarbij beginnende met die, welke de hoogste in aanmerking komende quotienten hebben.

Voor de tot eenegroep verbonden lijsten geschiedt de aanduiding als volgt :

De volgorde van belangrijkheid der bij het laatste lid van artikel 276 bedoelde quotienten bepaalt de orde, waarin elke groep achtereenvolgens geroepen is om den nog te begeven zetel te bezetten.

A l'appel de chaque groupe correspond l'appel de l'arrondissement où le groupe acquiert un siège.

A cette fin, le bureau central provincial inscrit verticalement, dans autant de colonnes qu'il y a de groupes appelés au partage, les fractions de siège inscrites aux procès-verbaux d'arrondissement visés à l'article 275, en les rangeant suivant l'ordre de leur importance, la première étant celle qui se rapproche le plus de l'unité, et en indiquant en regard de chacune d'elles le nom de l'arrondissement auquel elle se rapporte.

Le groupe auquel revient le premier siège dans l'attribution complémentaire des mandats l'obtient dans l'arrondissement qui figure en tête dans la colonne réservée à ce groupe et ainsi de suite. Si l'arrondissement venant en ordre utile se trouve avoir été déjà complètement pourvu, le siège revenant au groupe appelé passe à l'arrondissement inscrit immédiatement après lui dans la même colonne et, le cas échéant, à l'arrondissement suivant.

ART. 278.

Le bureau central provincial désigne les élus conformément aux articles 265 et 266. Toutefois, pour la dévolution des votes de liste préalable à cette désignation, le diviseur électoral unique visé dans ces articles est remplacé par un chiffre d'éligibilité spécial à chaque liste et obtenu en divisant le chiffre électoral de la liste par le nombre plus un des

Met het oproepen van een groep stemt overeen het oproepen van het arrondissement, waar de groep een zetel bekomt.

Daartoe schrijft het provinciaal centraal bureel in verticale orde, in evenveel kolommen als er groepen, tot de verdeeling worden opgeroepen, de breuken van zetels vermeld in de bij artikel 275 bedoelde processen-verbaal van elk arrondissement; het rangschikt ze in de volgorde harer belangrijkheid, de eerste zijnde die welke de eenheid het dichtst nabijkomt, en tegenover elk harer vermeldt het den naam van het arrondissement, waartoe zij behoort.

De groep, welk die recht heeft op den eersten zetel bij de aanvullende toekenning der mandaten, bekomt dien zetel in het arrondissement, dat aan het hoofd der aan die groep voorbehouden kolom, staat; en zoo voorts. Heeft het in aanmerking komende arrondissement het volle getal zetels reeds bekomen, dan gaat de zetel, die aan de opgroepen groep toekomt, over naar het arrondissement, onmiddellijk na deze groep in dezelfde kolom ingeschreven, en, bij voorkomend geval, naar het volgende arrondissement.

ART. 276.

Het provinciaal centraal bureel wijst de gekozenen aan overeenkomstig de artikelen 265 en 266. Evenwel wordt, voor de overdracht der bijstemmen die aan deze aanwijzing voorafgaat, de eenige, bij die artikelen bedoelde kiesdeeler vervangen door een voor elke lijst bijzonder cijfer van verkiesbaarheid, dat men bekomt door het

sièges qui lui sont définitivement attribués.

Le procès-verbal de l'élection, ainsi que les procès-verbaux que le bureau central provincial a reçus en exécution de l'article 273 *in fine*, sont transmis dans les deux jours au greffier de la Chambre des Représentants ou du Sénat.

Disposition transitoire.

Lors des élections pour le prochain renouvellement des Chambres législatives, le dépouillement du scrutin et les opérations ultérieures pourront être retardées de 24 ou 48 heures à raison des retards à prévoir dans la transmission des bulletins de vote reçus dans des bureaux éloignés du chef-lieu du canton électoral.

kiescijfer der lijst te deelen door het getal plus een der zetels die haar voorgoed toegekend zijn.

Het proces-verbaal der verkiezing, alsmede de processen-verbaal welke het provinciaal centraal bureau ter uitvoering van artikel 273 *in fine* heeft ontvangen, worden binnen twee dagen gezonden aan den griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Senaat.

Overgangsbepaling.

Bij de verkiezingen voor de aanstaande vernieuwing der Wetgevende Kamers zullen de opnemings der stemmen en de latere verrichtingen met 24 tot 48 uren kunnen vertraagd worden wegens de gebeurlijke vertragingen bij het overmaken van de stembrieffjes ontvangen in bureelen, die van de hoofdplaats van het kieskanton ver afgelegen zijn.

ANNEXE**Texte présenté par M. Vandewalle (1).**

Le titre XI du Code électoral, organisant la représentation proportionnelle, est complété par les dispositions suivantes :

ART. 268.

Lors du renouvellement partiel ou total du Sénat ou de la Chambre des Représentants, les candidats d'une même liste ont le droit de former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec d'autres listes de candidats régulièrement présentées dans la même province, à la condition que le groupement ne comprenne qu'une seule liste par arrondissement.

ART. 269.

Le premier bureau du chef-lieu de la province fonctionne comme bureau central pour la répartition générale des sièges.

Dans l'avis qu'il publie en exécution de l'article 163, le président de ce bureau indique le jour, l'heure et le lieu, auxquels il recevra les déclarations de groupement. La date de cette réception sera celle du dixième jour précédant celui du scrutin.

Le président du bureau central donne immédiatement connaissance de cette indication aux présidents du bureau principal des autres arrondissements, qui la reproduisent dans l'avis, dont l'article 163 leur prescrit la publication.

ART. 270.

La déclaration des candidats de deux ou plusieurs listes, qu'ils entendent user du droit que leur confère l'article 268, peut être faite par un seul et même acte. Elle n'a d'effet que si elle est signée et réciproquement acceptée par tous les candidats, titulaires et suppléants qui forment le groupe.

Une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs autres listes, qui ne sont pas réciproquement groupées entre elles.

Si une liste, comprise dans un groupement, est écartée, la déclaration ressort néanmoins ses effets pour les autres listes régulièrement groupées.

(1) Ce texte est la reproduction dans ses parties essentielles des deux propositions de loi, que nous avons déposées sur le bureau de la Chambre, le 21 novembre 1911, n° 11, et le 31 janvier 1913, n° 129. Les paragraphes modifiant quelque peu notre rédaction, nous ont été inspirés par le travail très consciencieux de M. Sauveur, secrétaire du département de l'Intérieur, mais nous avons conservé intacte notre formule, à laquelle la Section centrale s'est ralliée.

ART. 271.

La déclaration collective peut contenir désignation d'un témoin et d'un témoin suppléant, pour assister au nom du groupe aux opérations du bureau central.

Les témoins doivent être électeurs généraux dans la province, à moins qu'ils ne soient eux-mêmes candidats.

La désignation de témoins faite conformément à l'alinéa 11 de l'article 164, par des candidats qui ne font partie d'aucun groupement, comporte pour ces témoins le droit d'assister aux opérations du bureau central.

ART. 272.

Lorsque dans un arrondissement il n'a été présenté qu'une seule liste, ou que le nombre total des candidats titulaires et suppléants ne dépasse pas celui des mandats à conférer, le droit de groupement, que les candidats se seraient réservé dans leur acte d'acceptation, s'évanouit. La proclamation immédiate des élus et la désignation des suppléants se font alors conformément aux trois premiers alinéas de l'article 257 et le président du bureau principal signale l'application de ces alinéas au président du bureau central.

ART. 273.

La déclaration de groupement doit être remise par un des signataires au moins, au président du bureau central le jour, à l'heure et au lieu qu'il aura indiqués. Il en est délivré récépissé.

Le bureau central arrête immédiatement en présence des témoins, s'il en a été désigné, le tableau des listes collectives et communique aux présidents des collèges d'arrondissement copie des listes, qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes de l'arrondissement.

ART. 274.

Dans les arrondissements où les candidats d'une ou de plusieurs listes ont fait la déclaration de groupement conformément aux articles 268 et 270, le bureau principal établit le chiffre répartiteur local, en divisant le nombre des votes valables par le nombre des sièges à conférer dans l'arrondissement.

Il divise par ce répartiteur le chiffre électoral de chaque liste et fixe ainsi pour chacune d'elles son *quotient électoral* local.

Le chiffre des unités de ce quotient indique à chaque liste les sièges, qui lui sont déjà définitivement acquis.

Pour chacune des listes, auxquelles il reste des candidats éligibles, le bureau détermine ensuite sa force électorale non encore représentée, en divisant son quotient électoral par 1 si la liste n'a pas encore de siège, par 2 si elle en a obtenu un, par 3 si elle en a obtenu deux et ainsi de suite. Le

droit éventuel de la liste, à chacun des mandats restés disponibles, sera ainsi représenté par la *fraction* que l'on obtient, lorsqu'on divise son quotient électoral par le nombre des sièges, qu'elle occuperait successivement, si le siège complémentaire lui était chaque fois attribué.

Le procès-verbal de l'élection est adressé immédiatement au président du bureau central, les autres pièces indiquées à l'article 193 étant seules transmises au greffier du Sénat ou de la Chambre des Représentants.

ART. 275.

Le bureau central se réunit le lendemain de l'élection à midi.

Il arrête le chiffre électoral provincial de chaque groupe, en additionnant les chiffres électoraux des listes qui en font partie.

Les listes luttant séparément sont considérées comme constituant des groupes isolés. Elles conservent comme chiffre provincial le total des voix, qu'elles ont recueillies dans leur arrondissement respectif.

Pour régler le droit complémentaire de chacun de ces groupes, le bureau central divise son chiffre provincial successivement par 1, 2, 3, 4, 5 et ainsi de suite en supprimant les premiers de ces diviseurs en nombre égal à celui des sièges que le groupe a conquis la veille, de telle manière que pour chaque siège resté en suspens, le droit éventuel du groupe se détermine en divisant son chiffre provincial par le nombre des places qu'il occuperait si le siège en question lui était effectivement attribué.

Le bureau range les quotients par groupes selon leur importance numérique; dans l'ordre de leurs quotients, ainsi rangés, il appelle les groupes et les listes isolées à recueillir les mandats restés disponibles et il attribue à chacun d'eux le siège lui revenant dans l'arrondissement où sa fraction locale, déterminée suivant l'article 274, se rapproche le plus de l'unité.

L'opération se continue ainsi jusqu'à ce que tous les sièges soient pourvus de titulaires.

ART. 276.

Les sièges attribués à une liste sont occupés finalement par ses candidats effectifs, venant en ordre utile, éventuellement par ses candidats suppléants et le bureau proclame l'élection de ces candidats suivant les règles établies par les articles 265 et 266.

La dévolution des votes de liste se fait à concurrence d'un *chiffre spécial* d'éligibilité, que le bureau fixe pour chaque liste en divisant son chiffre électoral par le nombre des sièges, qui lui sont définitivement attribués.

Ce chiffre spécial remplace le diviseur unique dont parlent les articles 265 et 266.

ART. 277.

Le résultat de ces opérations est proclamé publiquement. Le procès-verbal est transmis dans les deux jours au greffier de la Chambre ou du Sénat avec les procès-verbaux que le bureau a reçus en exécution de l'article 274.

VICTOR VANDEWALLE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JUNI 1919.

Wetsvoorstel

tot aanvulling van het Kieswetboek en invoering van de evenredige verdeling der zetels voor de Wetgevende Kamers bij provinciale omschrijving ⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOBLET.

MIJNE HEEREN,

Het voorstel van den achtbaren heer Vandewalle dagteekent van 31 Januari 1913.

Den 17^{de} April daaropvolgende aan de afdeelingen voorgelegd, werd het in alle verworpen. 106 leden waren aanwezig : 70 uit de meerderheid en 36 uit de oppositie (18 liberalen, 17 socialisten en 1 daensist) ; 7 leden waren vóór de stemming vertrokken. De stemmen waren verdeeld als volgt :

1 ^{ste} afdeeling	9 ja	12 neen	
2 ^e »	7 »	9 »	
3 ^e »	3 »	11 »	
4 ^e »	3 »	11 »	2 onthoudingen
5 ^e »	8 »	10 »	
6 ^e »	3 »	11 »	
	33 ja	64 neen	2 onthoudingen

En thans verklaart de Middenafdeeling zich eenstemmig voor de aan-neming van het voorstel !

Deze ongemeene bijval van het voorstel dient te worden toegeschreven aan het historisch vergelijk van 10 April 1919. In den loop van de beraad-slagings over de kieswet had de rechterzijde hare instemming doen afhangen van het invoeren van het algemeen kiesrecht voor vrouwen ; deze hervor-

(1) Wetsvoorstel, n^o 129 (zittingsjaar 1912-1913).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Pouillet, bestond uit de heeren de Liedekerke, Mechelynck, Van de Vyvere, Bertrand, Melot en Goblet.

ming stuitte op hardnekkigen weerstand bij de liberale linkerzijde. De vaderlandsche eensgezindheid ontstond na een lange beraadslaging van de afgevaardigden der drie groepen. Mits de toepassing van de volle evenredige vertegenwoordiging in den zin van de benutting der overschotten, eenerzijds, en het invoeren van het vrouwenkiesrecht voor de gemeente, voorgestaan door de rechterzijde met de medehulp van de groote meerderheid der tegenwoordige socialistische parlementaire groep, anderzijds, trok de rechterzijde haar amendement in en een nieuwe tekst werd ingediend, waarbij het kiesrecht verleend wordt aan sommige klassen van vrouwen voor de aanstaande verkiezingen voor de Wetgevende Kamers (1).

(1) **De heer Carton de Wiart.** — Mijne Heeren, een zelfde wensch van vaderlandsche eendracht heeft de drie groepen van de vergadering ertoe gebracht afgevaardigden aan te wijzen, die heden nanoen bijeen gekomen zijn en, na beraadslaging, de volgende overeenkomst goedgekeurd hebben :

« In den loop van eene gedachtenwisseling, die onder hen plaats had, hebben de afgevaardigden van de drie groepen der Kamer de mogelijkheid ingezien van eene oplossing, aan hun onderscheiden groepen voor te stellen op de volgende grondslagen :

» 1^o De toepassing van de volle evenredige vertegenwoordiging in den zin van de benutting der overschotten zou bekrachtigd worden in den loop van dit zittingsjaar;

» 2^o De katholieke en de socialistische voorstanders van het vrouwenkiesrecht voor de gemeente behouden zich het recht voor, de toepassing ervan na te streven vóór de aanstaande vernieuwing van de gemeenteraden; de liberale partij behoudt zich het recht voor, het vrouwenkiesrecht te bestrijden;

» 3^o Het amendement van den heer Segers c. s. wordt ingetrokken;

» 4^o Een nieuw amendement zou ingediend worden tot verleening van het kiesrecht voor de aanstaande verkiezingen :

» **A.** Aan de niet hertrouwde weduwen van de soldaten tijdens den oorlog overleden, vóór 1 Januari 1919 en, bij ontstentenis dier weduwen, aan hunne moeders, indien deze weduwe zijn, evenals aan de moeders-weduwen van de ongehuwde soldaten, onder dezelfde omstandigheden overleden;

» **B.** Aan de niet hertrouwde-weduwen van de tijdens den oorlog doodgeschoten burgers, en, bij ontstentenis dier weduwen, aan hunne moeders, indien deze weduwe zijn, evenals aan de moeders-weduwen van de ongehuwde burgers, onder dezelfde omstandigheden doodgeschoten;

» **C.** Aan de vrouwen, tijdens de vijandelijke bezetting tot gevangenisstraf veroordeeld of voorloopig in hechtenis genomen om redenen van vaderlandschen aard. »

Anderzijds werd ons door den heer Desirée kennis gegeven van eene dagorde, door de socialistische parlementaire groep aangenomen en luidende :

« De socialistische parlementaire groep, volksvertegenwoordigers en senatoren, is van meening dat de aanstaande vernieuwing der gemeenteraden moet plaats hebben onder het beheer van eene nieuwe wet, die de gelijkheid van kiesrecht huldigt voor mannen en vrouwen op 24 jaar en met zes maanden verblijf (37 stemmen tegen 7), die bovendien een stelsel van volle evenredige vertegenwoordiging huldigt (25 stemmen tegen 6 en 2 onthoudingen). Sommige leden hebben verklaard hunne bijtreding tot de volle evenredige vertegenwoordiging te doen afhangen van het verkiezen der burgemeesters door den gemeenteraad. »

De rechterzijde dezer vergadering, na kennis genomen te hebben van die verklaringen, heeft beslist zich aan te sluiten bij de grondslagen van het vergelijk, waarvan sprake was in de vergadering van de afgevaardigden der drie groepen.

Zoodoende ziet de rechterzijde af van verscheidene gedachten die haar nauw ter harte

Onder den indruk van dat vergelijk en om daaraan trouw te blijven, heeft de meerderheid van de Middenafdeeling zich aangesloten bij een voorstel dat zij zes jaren te voren verworpen had.

I.

Wij kunnen het ontwerp niet beter doen kennen dan door aan den heer Vandewalle zelf de samenvatting te ontleenen, waarin hij voor de Middenafdeeling de formule vastlegt, welke hij sedert zoovele jaren verdedigt (1).

« 1. De bestaande kiesomschrijvingen worden behouden.

De aanwijzing der candidaten en de kiesverrichtingen geschieden volgens het thans geldende kieswetboek; doch ten aanzien van de algemeene verdeling der mandaten, maakt elke provincie een enkel college uit, waarvan het gansche kiezerskorps bijdraagt tot de evenredige verdeling der zetels.

2. Het eerste bureel van de hoofdplaats der provincie doet dienst als *centraal bureel*.

3. De candidaten, in de verschillende arrondissementen eener zelfde provincie voorgedragen, hebben het recht te verklaren dat zij, ten aanzien van de verdeling der zetels, tot een enkele kiesgroep behooren.

Het afgeven van de verklaring aan het centraal bureel en de openbaarma-

liggen. Zij doet het met het doel, uit onze debatten zooveel mogelijk te verwijderen al wat ons kan verdeelen en te doen uitkomen wat ons nader tot elkaar kan brengen. Zij doet het het eindelijk om de stelling der Regeering te versterken. (*Zeer wel! van talrijke zijden.*)

Zij handelt zoo, daar zij doordrongen is van de gedachte dat wij, op de gewichtige oogenblikken, waarin wij verkeerden, evenals in de heldhaftige uren van den strijd door de wapens of door den weerstand der burgers, niet gerechtigd zijn om deze groote waarheid, door onze voorvaders van 1830 in de eerste dagen onzer onafhankelijkheid afgekondigd, uit het oog te verliezen, dat de eendracht macht baart. (*Levendige toejuichingen op alle banken.*)

De heer Lemonnier. — Namens de liberale linkerzijde heb ik last, de volgende verklaring af te leggen :

« De liberale partij blijft eensgezind in haar verzet tegen het vrouwenkiesrecht; zij acht deze hervorming voorbarig en geschikt om 's lands eenheid in gevaar te brengen.

» De leden dezer partij behouden zich het recht voor, bij de openbare meening het invoeren van een stelsel te bestrijden, dat niet werd voorbereid en aan 's lands wenschen niet beantwoordt. Zij hebben beslist toe te treden tot de verklaring, welk door ons medelid, den heer Carton de Wiart, ter kennis van de Kamer werd gebracht, met eene bedoeling van verstandhouding en tevens om hulde te brengen aan de Belgen, die roemvol zijn gesneuveld, alsmede om 's lands eendracht te handhaven.

» Deze eenheid kunnen wij niet missen in 't binnenland om 's lands herstel te verzekeren, noch ook in het buitenland om de algeheelheid onzer rechten te doen erkennen. (*Langdurende toejuichingen.*) (*Annales parlementaires*, bl. 793 en 794.)

(1) Het eerste voorstel van de heeren Féron en Vandewalle dagteekent van 20 December 1900. *Stukken der Kamer*, n° 52, bl. 119.

Over dat vraagstuk kan men ook raadplegen de *Stukken der Kamer*, 1900-1901, n° 257, bl. 69; 1901-1902, n° 103, bl. 312; 1907-1908, n° 41, bl. 283, en n° 98, bl. 699; 1909-1910, n° 251, bl. 211; 1911-1912, n° 11, bl. 124; 1912-1913, n° 171, bl. 860.

king van de gemeenschappelijke lijsten in al de gemeenten van het kiesgebied worden bij de wet geregeld.

De lijsten, die bedoelde verklaring niet doen, worden beschouwd als op zich zelf staande lijsten.

4. Het plaatselijk *verdeelingscijfer* vertegenwoordigt voor het arrondissement de eenheidsmaat. Men bekomt het door het totaal der in het arrondissement geldig uitgebrachte stemmen te deelen door het getal der aldaar te begeben zetels.

Wanneer men het kiescijfer eener lijst deelt door dat verdeelingscijfer, bekomt men haar *kiesquotient*, dat de getalsterkte, die zij in de omschrijving bezit, juist weergeeft.

Elke eenheid van dat quotient geeft onbetwistbaar recht op een zetel en er bestaat geen reden om hem niet dadelijk toe te kennen, m. a. w. onmiddellijk na de stemopneming, waartoe op den dag der verkiezing wordt overgegaan door het bureel gevestigd in de hoofdplaats van het arrondissement.

Aan elke lijst kent dat bureel dus dadelijk zooveel zetels toe als haar kiesquotient eenheden bevat.

5. Nadat die eerste verrichting gedaan is, komt het er op aan, vast te stellen over welke kiesmacht elke der lijsten van een zelfde arrondissement nog beschikt voor de nog te begeben plaats.

Het volstaat, het kiesquotient van elke lijst te deelen door het getal zetels die zij bezetten zou, indien de plaats haar werkelijk toegekend werd.

De *plaatselijke breuken*, op die wijze bekomen door de tegenover elkander gebleven lijsten, bepalen hun gebeurlijk recht op de aanvullende mandaten.

6. Het centraal bureel vergadert daags na de verkiezing in de hoofdplaats der provincie.

Het telt de kiescijfers bijeen, die door de lijsten in de verschillende arrondissementen bekomen werden, en het stelt aldus het *provinciaal cijfer* van elke groep vast.

Voor elke groep deelt het haar provinciaal cijfer achtereenvolgens door het getal zetels, die zij bekomen zou, indien elk der nog beschikbare mandaten haar werkelijk toegekend werd.

Het rangschikt de quotienten naar de volgorde hunner belangrijkheid en in deze orde worden de groepen opgeroepen om de beschikbaar gebleven plaatsen te bezetten, door aan elk harer den zetel toe te kennen, die haar toekomt in het arrondissement, waar haar plaatselijke breuk het dichtst bij de eenheid komt.

7. De aan eene lijst toegekende zetels worden door hare werkelijke kandidaten en, bij voorkomend geval, door hare kandidaten-plaatsvervangers voorgoed bezet en het bureel roept ze tot gekozenen uit in de orde voorzien bij de artikelen 265 en 266 van het Kieswetboek.

De overdracht der lijststemmen geschiedt tot beloop van het gemiddeld cijfer, dat het bureel voor elke lijst bepaalt door haar kiescijfer te deelen door het getal zetels, die haar voor goed zijn toegekend.

II.

Tegen de hervorming werden bezwaren aangevoerd.

Wij kunnen heen stappen over de bezwaren die tegen het beginsel zelf van de evenredige vertegenwoordiging aangevoerd worden. Sedert twintig jaren is zij in de zeden gedrongen; vermetel zou hij wezen, die er van droomen zou tot het meerderheidsstelsel terug te keeren. Anderen beweerden echter dat de uitbreiding van de E.V. tot de provinciale omschrijving ongrondwettelijk is. Zij verliezen uit het oog dat artikel 48, volgens hetwelk de verkiezingen plaats hebben per gedeelten van provincie, in 1893 herzien werd, juist om elken hinderpaal tegen de inrichting der evenredige vertegenwoordiging uit den weg te ruimen; de nieuwe tekst laat geen twijfel over: « de samenstelling der kiescolleges wordt, voor elke provincie, door de wet geregeld ».

Er werd ook gezegd dat, door het stelsel van den heer Vandewalle, de verkiezing eene gedeeltelijk onrechtstreeksche verkiezing wordt en dat het in strijd is zooniet met den tekst, dan toch met den geest der Grondwet: de kiezer zou in zulken toestand gebracht worden dat hij niet weten kan voor welke personen hij stemt. Dat is niet zóó; want de groepeerings, gedaan met de uitdrukkelijke instemming van de candidaten en van hen die ze voordragen, zal openbaar zijn.

De opwerpingen steunende op practische gronden komen, op het eerste gezicht, ernstiger voor.

Is het waar dat de wijze van toepassing der formule uiterst ingewikkeld is, dat zij tot groote misslagen zou kunnen aanleiding geven bij de stemopneming, dat zij bovendien buiten het bevattingsvermogen van het kiezerskorps ligt?

Gelijkaardige bezwaren werden ook tegen het stelsel-d'Hondt aangevoerd. Deze moest lang strijden om de bezwaren door den wetgever van 1899 te doen afwijzen. Uit het verleden blijkt dat zij van elken grond ontbloot waren.

Zóó zal het ook gaan met de tegenwoordige hervorming. De Kamer zal er zich van overtuigen door de bewijsovering die wij hieronder leveren op den grondslag van de officiele uitslagen der algemeene verkiezingen in 1912. Wij kiezen, op goed valle het uit, eene Waalsche provincie, Henegouw, en eene Vlaamsche provincie, Antwerpen.

* * *

De kiescijfers van de verschillende partijen waren de volgende in de provincie Antwerpen:

	Katholieken.	Cartel.	Afzonderlijke.
Antwerpen (15)	93,286	81,348	4,080
Mechelen (5)	44,367	24,816	310
Turnhout (4)	40,772	9,946	—

Tot daartoe blijven de verrichtingen onveranderd.

Enkele nieuwe en, gelijk men zien zal, heel eenvoudige berekeningen zal het Hoofdbureel of het Centraal Bureel moeten maken voor de verdeling der zetels.

A. Het totaal der geldige stemmen te *Antwerpen* 178,684 zijnde en het getal zetels 13, zoo zal het quotient bedragen $178,684 : 13$ of, de breuk aanvullend, 11,913.

Daaruit volgt dat het katholiek kiescijfer vertegenwoordigt (93,256 : 11,913) 7,828 en dit van het cartel 6,828.

Besluit : De eerste lijst bekomt dadelijk 7 zetels, de tweede 6 zetels; 2 zetels moeten nog toegekend worden.

Dezelfde verrichtingen zullen te *Mechelen* geven :

69,493 : 5 = quotient 13,899.

Katholieken 3,192; 3 zetels.

Cartel 1,785; 1 zetel.

Blijft 1 zetel.

Te *Turnhout* :

50,718 : 4 = quotient 12,680.

Katholieken 3,215; 3 zetels.

Cartel 0,784; 0 —

Blijft 1 zetel.

B. De katholieke lijst heeft dus reeds 13 gekozenen in de provincie, het cartel 7.

Om te weten wat er met de overige 4 te doen staat, zal het Centraal Bureel eerst handelen zooals in het tegenwoordig stelsel :

Provinciaal kiescijfer :	Katholiek.		Cartel.
	178,395		116,110
	—		—
14 ^e deeler	12,742	8 ^e deeler	14,513
15 ^e —	11,866	9 ^e —	12,901
		10 ^e —	11,611

Daaruit volgt dat :

de eerste aanvullende zetel toekomt aan het cartel,
 de tweede aan het cartel,
 de derde aan de katholieke lijst,
 de vierde aan de katholieke lijst.

C. In welke arrondissementen en aan wie zullen die zetels toegekend worden ?

De oplossing zal afhangen van de plaatselijke breuk, evenredig aan elke lijst toekomend. Artikel 275, § 2, geeft de mathematische formule op, die dat desideratum verzekert.

Wij hebben zooeven gezien (A) dat het katholiek quotient te Antwerpen 7,828 bedraagt; voor 8 zetels in plaats van 7, zou het gelijk staan met

0,978 per zetel. Evenzoo, daar het quotient van het cartel 6,828 bedraagt, zal het voor 7 zetels in plaats van 6 gelijk zijn aan 0.975 per zetel. De verhouding is dus 0.8007 en 0.4993.

Dezelfde berekening geeft te Mechelen 0.473 en 0.527.

Te Turnhout, 0.503 en 0.493.

D) Wanneer wij die plaatselijke breuken naar de volgorde van hunne belangrijkheid rangschikken, bekomen wij de navolgende tabel :

1. Cartel	0.527.	.	.	Mechelen.
2. Katholiek	0.503.	.	.	Turnhout.
3. —	0.500.	.	.	Antwerpen.
4. Cartel	0.499.	.	.	Antwerpen.
5. —	0.493.	.	.	Turnhout.
6. Katholiek	0.473.	.	.	Mechelen.

Daar de eerste aanvullende zetel aan het cartel toekomt (B), wordt hij begeven aan het arrondissement Mechelen, waar aldus al de zetels zijn bezet.

De tweede zetel, die ook aan het cartel toekomt, wordt aan het arrondissement Antwerpen toegekend.

De derde en de vierde zetel, die aan de katholieken toekomen, worden toegekend aan de arrondissementen Turnhout en Antwerpen.

Ten slotte, zou de uitslag hier dezelfde zijn als die, welke in 1912 uitgeroepen werd.

* * *

In *Henegouw* zou het anders gegaan zijn.

A. — Kiescijfers :

	Katholieken.	Cartel.	Socialisten.	Liberalen.
Charleroi (11) . . .	50.695	126.921	—	—
Bergen (7) . . .	31.502	—	54.335	23.324
Zinik (3) . . .	27.630	42.676	—	—
Thuin (5) . . .	23.098	38.329	—	—
Doornik (6) . . .	46.390	56.999	—	—

A. — Quotienten.

Charleroi . . .	3.139	7.860	—	—
Bergen . . .	2.020	—	3.420	1.495
Zinik . . .	1.571	2.427	—	—
Thuin . . .	1.123	1.871	—	—
Doornik . . .	2.691	3.307	—	—

B. — De katholieke lijst heeft dus 9 gekozenen, het cartel 13, de socialisten 3, de liberalen 1.

Blijft te verdeelen : 5 zetels; 1 in elk arrondissement.

Provinciaal kiescijfer :

Katholieken.		Cartel.		Socialisten.		Liberalen.	
10 ^e deeler	17.931	14 ^e deeler	18.923	4 ^e deeler	13.588	2 ^e deeler	11.602
11 ^e —	16.301	15 ^e —	17.661				
12 ^e —	14.902	16 ^e —	16.537				
		17 ^e —	15.883				

De eerste aanvullende zetel komt toe aan het cartel.

De tweede — aan de katholieken.

De derde — aan het cartel.

De vierde —

De vijfde — aan de katholieken.

C. — Plaatselijke breuken :

Charleroi	(katholieken)	3.159 : 4 = 0.784	} 1.766 = 0.443
	(cartel)	7.860 : 8 = 0.982	
Bergen	(katholieken)	2.020 : 3 = 0.673	} 2.273 = 0.375
	(socialisten)	3.420 : 4 = 0.855	
	(liberalen)	1.493 : 2 = 0.747	
Zinik	(katholieken)	1.571 : 2 = 0.785	} 1.593 = 0.492
	(cartel)	2.427 : 3 = 0.808	
Thuin	(katholieken)	1.123 : 2 = 0.561	} 1.496 = 0.375
	(cartel)	1.871 : 2 = 0.935	
Doornik	(katholieken)	2.691 : 3 = 0.897	} 1.723 = 0.520
	(cartel)	3.307 : 4 = 0.826	

D. — Verdeeling :

1. Cartel	0.623	Thuin.
2. —	0.556	Charleroi.
3. Katholieken	0.520	Doornik.
4. Cartel	0.507	Zinik
5. Katholieken	0.492	»
6. Cartel	0.479	Doornik.
7. Katholieken	0.443	Charleroi.
8. Socialisten	0.375	Bergen.
9. Katholieken	0.375	Thuin.
10. Liberalen	0.528	Bergen.
11. Katholieken	0.293	Bergen.

De eerste aanvullende zetel komt toe aan het cartel; het zal hem te Thuin bekomen.

De tweede aan de katholieken; het zal dus zijn te Doornik.

De derde en de vierde aan het cartel; het zal ze dus nemen te Charleroi en te Zinik.

Daar de vijfde zetel aan de katholieken toekomt, zal hij hun niet kunnen toegekend worden te Zinik, daar in dit arrondissement al de zetels reeds bezet zijn; zij zullen hem te Bergen bekomen.

Ten slotte bekomt de katholieke lijst 11 zetels in plaats van 10, het cartel 20 zetels in plaats van 21 (1).

* * *

In het geheele land zou de formule Vandewalle slechts enkele veranderingen gebracht hebben in de verdeeling der zetels.

Geen wijziging in de provinciën *Antwerpen*, *Brabant* en *Luik*.

West-Vlaanderen :

Gekozen : 16 katholieken (in plaats van 17)
 — 4 liberalen (in plaats van 3).
 — 1 socialist.
 — 1 daensist.

Oost-Vlaanderen :

Gekozen : 19 katholieken (in plaats van 18)
 — 7 liberalen
 — 1 socialist (in plaats van 2).
 — 1 daensist.

Henegouw :

Gekozen : 11 katholieken (in plaats van 10).
 — 7 liberalen.
 — 13 socialisten (in plaats van 14).

Limburg :

Gekozen : 6 katholieke (in plaats van 7).
 — 1 liberaal (in plaats van 0).

Luxembourg :

Gekozen : 3 katholieken (in plaats van 4).
 — 3 liberalen (in plaats van 2).

Namen :

Gekozen : 5 katholieken (in plaats van 4).
 — 2 liberalen.
 — 2 socialisten (in plaats van 3).

In het geheel zouden de katholieke lijsten 101 gekozenen gehad hebben (gelijk cijfer), de liberale lijsten 47 (in plaats van 44), de socialistische lijsten 36 (in plaats van 39), de daensisten 2 (gelijk cijfer).

(1) De uitslag ware anders geweest, *indien* de twee oppositielijsten zich te Bergen tot cartel verbonden hadden en *indien* zij onder dien naam hunne kiescijfers bijeengeteld hadden. In dat geval zou het cartel zijne 21 zetels behouden hebben voor de geheele provincie.

III.

De heer Sauveur, secretaris, eneraal van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, commissaris van de Regeering, werd door de Middelenafdeeling gehoord.

Hij stelde een nieuwen tekst van het ontwerp voor, waarbij wij ons aansloten.

Terzelfder tijd stelde hij twee bepalingen voor, waarvan de eene aangenomen en de andere verworpen werd.

De eerste is opgenomen in het derde lid van artikel 276. Zij heeft ten doel, tot de aanvullende verdeeling niet toe te laten de groepen die in geen enkel arrondissement een getal stemmen hebben bekomen gelijk aan de helft van den kiesdeeler. Het kwam inderdaad gewettig voor, de te verregaande verbrokkeling der partijen te beletten.

De tweede stelde voor, in artikel 275 de berekening van het tiendeelig cijfer in de plaats te stellen van het opzoeken der werkelijk evenredige breuk, door den heer Vandewalle uitgedacht. Het was eenvoudig, zeer eenvoudig, te eenvoudig en zeer onrechtvaardig. Wij zullen er eenige oogenblikken bij stilstaan.

Dus, volgens den achtbaren heer Sauveur — wij nemen zijn eigen woorden over om zijn bewijsvoering niet te verzwakken — « duidt het plaatselijk » quotient reeds, door *zijn tiendeelig cijfer*, de plaatselijke breuk der lijst » aan, dat wil zeggen *het gedeelte van een zetel*, dat haar toekomt. Het is niet » noodig, er een andere te zoeken: zij is zeer juist.

» De nieuwe plaatselijke breuk, die de heer Vandewalle zoekt, is het » slechts in schijn. Een voorbeeld zal het aantonen. Gesteld twee lijsten, » waarvan de eene 9,100 stemmen bekomt en de andere 900 stemmen; er » zijn tien zetels te begeben. Wanneer wij de twee kiescijfers door den » verdeeler deelen $\left(\frac{9,100 + 900}{10} = 1,000 \right)$, bekomen wij de twee kiesquo- » tienten 9.1 en 0.9. Dat is voldoende. Bij de eerste verdeeling bekomt de » eerste lijst negen zetels en de tweede geen enkelen; doch bij de aanvul- » lende verdeeling zal de tiende zetel aan de tweede lijst toekomen wegens » hare plaatselijke breuk 0.9, die grooter is dan 0.1.

« In het stelsel Vandewalle, integendeel, zou de tiende zetel aan de eerste » lijst toekomen. Inderdaad, men zou volgenderwijs moeten rekenen : » $\frac{9.1}{10}$ en $\frac{0.9}{1} = 0.91$ en 0.90; $0.91 + 0.90 = 1.81$; $\frac{0.91}{1.81} = 0.5027$ en » $\frac{0.9}{1.81} = 0.4973$. De plaatselijke breuken 0.1 en 0.9 worden 0.5027 en » 0.4973 en het is de eerste, die den voorrang heeft.

» Welnu, dat gebeurt klaarblijkelijk ten onrechte, ofschoon zulks strookt » met de toepassing van het stelsel d'Hondt. Ziet men inderdaad niet in dat, » waren de mandaten vervangbare zaken, bij voorbeeld op 1,000 frank » geschat, de lijst 9,100 negen biljetten van 1,000 frank plus 100 zou krijgen » en de lijst 0,900 zou 900 frank krijgen. En men komt de gerechtigheid » meer nabij, wanneer men onderscheidenlijk 900 en 1,000 geeft, dan wan-

» neer men 10.000 en zero geeft. In dit laatste geval (Vandewalle) is er een » missing van 900 frank; in mijn stelsel, slechts van 100 frank. »

Om dat al te eenvoudig stelsel te verwerpen, volstaat het de uitdrukkelijke bekentenis aan te stippen, dat de formule Vandewalle strookt met de toepassing van het stelsel-d'Hondt. Dat is beslissend voor de aanhangers van de E.V.

Wat de gelijkstelling van de mandaten met vervangbare zaken betreft, die berust op een gebrekkigen grondslag, wanneer zij elk mandaat op 1,000 frank schat. Zonder in zake evenredige vertegenwoordiging goed beslagen te zijn, valt het in het oog dat 9,100 stemmen meer dan tienmaal zooveel waard zijn dan 900; bijgevo'g, indien er maar tien mandaten te begeven zijn, is het rechtvaardig ze alle aan de 9,100 toe te kennen.

Het is trouwens geraten, niet te steunen op veronderstelde voorbeelden. De werkelijkheden van de verkiezingen doen het hoofdgebrek van het stelsel der tiendeelige cijfers uitkomen.

Laat ons de tabellen, hierboven opgemaakt voor de provincie Antwerpen, nagaan. Het quotient van het cartel was te Mechelen 1,783, te Turnhout 0.784. Doch de evenredige plaatselijke breuken werden te Mechelen 0.527 en te Turnhout 0.493. Welnu, verplaatsen wij een duizendste in de tiendeelige breuk van het quotient; laat ons zetten 1,784 te Mechelen en 0,785 te Turnhout; dat zal niets in de plaatselijke breuken veranderen, maar dezen verstommenden uitslag opleveren, den aanvullenden zetel van Turnhout aan het cartel te geven en dien van Mechelen aan... de katholieken!!!

In Henegouw zou het liberaal tiendeelig cijfer (0.493) het winnen op het socialistisch (0.420), zoodanig dat 54,333 stemmen recht zouden geven op drie zetels, terwijl 23,324 er twee zouden gekomen... Is het noodig dat nog duidelijker te maken door te vergelijken met vervangbare zaken.

Wij zouden andere voordeelden uit de practijk kunnen nemen. Dat volstaat om aan te toonen dat de formule-Vandewalle alleen de regelen der evenredigheid eerbiedigt.

Op het eerste gezicht schijnt zij ingewikkeld. Wij konden haar nochtans in eenige regelen samenvatten in het tweede lid van artikel 275. En uit de hierboven onderzochte tabellen blijkt duidelijk, dat de bijkomende berekeningen, aan het Centraal Bureau opgelegd, ten hoogste een half uur zullen duren.

* * *

Van die overwegingen nitgaande, stelt de Middenafdeeling u eenparig voor, het navolgend ontwerp goed te keuren (1). Een lid, ofschoon bij den voorgestelden tekst goedkeurt, onthoudt zich, wat betreft het verslag, wegens de heoordeeling uitgebracht over de strekking der overeenkomst van 10 April.

De Verslaggever,

Nic. GOBLET.

De Voorzitter,

P. POULLET.

(1) De achtbare heer Vandewalle heeft gevraagd, als bijlage den tekst op te nemen, dien hij indiende na de aanneming van den tekst, door den heer Sauveur voorgesteld. De Middenafdeeling achtte het oorbaar, gevolg te geven aan den wensch van den vader der door haar aangenomen formule.

Texte proposé par la Section centrale.

Le titre XI (représentation proportionnelle) du Code électoral est complété par les dispositions suivantes :

ART. 268.

Lors des élections pour le renouvellement partiel ou intégral de la Chambre des Représentants ou du Sénat, les candidats d'une liste peuvent, avec l'assentiment des électeurs qui les ont présentés, déclarer former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats nominativement désignés, de listes présentées dans d'autres arrondissements électoraux de la même province.

ART. 269.

En cas d'application de l'article 268, le bureau principal siégeant au chef-lieu de la province, fonctionne en outre comme bureau central provincial pour la répartition des sièges entre les listes.

En vue de cette application, le président de bureau indique dans l'avis qu'il publie en exécution de l'article 163, les lieu, jour, — le dixième jour précédant celui du scrutin — et heure auxquels il recevra les déclarations de groupement prévues à l'article 268.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Titel XI (evenredige vertegenwoordiging) van het Kieswetboek wordt door de navolgende bepalingen aangevuld :

ART. 268.

Bij de verkiezingen tot gedeeltelijke of geheele vernieuwing van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Senaat kunnen de kandidaten eener lijst, met de instemming der kiezers die hen voorgedragen hebben, verklaren dat zij, ten aanzien van de verdeeling der zetels, zich tot eene groep verbinden met de bij name aangewezen kandidaten van lijsten, in andere kiesarrondissementen derzelfde provincie voorgedragen.

ART. 269.

Wordt artikel 268 toegepast, dan treedt het hoofdbureel, in de hoofdplaats der provincie gevestigd, bovendien op als provinciaal centraal bureel voor de verdeeling der zetels over de lijsten.

Met het oog op die toepassing vermeldt de bureelvoorzitter in het bericht, dat hij ter uitvoering van artikel 163 openbaar maakt, op welke plaats, dag — de tiende dag vóór dien der stemming — en uur hij de bij artikel 268 voorziene verklaringen van groepeerings zal ont-

des autres arrondissements de la province, est reproduite par eux dans l'avis dont l'article 163 leur prescrit la publication.

ART. 270.

La déclaration de groupement de listes de candidats n'est recevable que si ces candidats se sont réservés dans leur acte d'acceptation de candidature d'user du droit que leur donne l'article 268 et si l'acte de présentation les y autorise. Elle doit, à peine de nullité, être signée par tous les candidats, titulaires et suppléants, de la liste et rencontrer l'adhésion, exprimée par une déclaration semblable, dans les mêmes conditions, des candidats de la liste ou des listes désignées.

Une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs listes entre lesquelles il n'y a pas groupement.

ART. 271.

Les déclarations réciproques de groupement peuvent être faites par un seul et même acte.

Si l'une des listes qui y est comprise est écartée, la déclaration produit ses effets pour les autres listes du groupe.

Les déclarations peuvent contenir désignation, pour l'ensemble du groupe, d'un témoin et d'un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau central provincial. Les témoins doivent, à moins qu'ils ne soient eux-mêmes candidats, être

van de overige arrondissementen der provincie, wordt door hen overgenomen in het bericht, waarvan artikel 163 hun de openbaarmaking voorschrijft.

ART. 270.

De verklaring van groepeerings van candidatenlijsten is slechts ontvankelijk wanneer deze kandidaten zich, in hunne akte van candidatuur-aanvaarding, hebben voorbehouden gebruik te maken van het recht, dat artikel 268 hun toekent, en wanneer de akte van candidaatsstelling hen daartoe machtigt. Zij moet, op straffe van nietigheid, door al de kandidaten der lijst, werkelijke en plaatsvervangers, onderteekend zijn en de kandidaten der aangewezen lijst of lijsten moeten bij eene gelijke verklaring, onder dezelfde voorwaarden, hunne instemming daarmee betuigen.

Eene lijst kan niet tot eene groep verbonden worden met twee of met meer lijsten, tusschen welke er geen groepeerings is.

ART. 271.

De wederkeerbare verklaringen van groepeerings kunnen door eene en dezelfde akte gedaan worden.

Indien een van de daarin begrepen lijsten wordt afgewezen, dan heeft de verklaring uitwerking voor de overige lijsten der groep.

De verklaringen mogen, voor de geheele groep, een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen tot bijwoning van de verrichtingen van het provinciaal centraal bureau. De getuigen moeten, tenzij ze zelf candidaat zijn, kiezer zijn voor de

électeurs généraux dans l'un des arrondissements de la province.

La désignation, conformément à l'article 164, alinéa 11, par les candidats qui n'ont pas fait de déclaration de groupement dans des arrondissements où d'autres candidats l'ont faite, des témoins appelés à assister aux séances du bureau principal lors des opérations prévues aux articles 167, 169 et 255, comporte de plein droit leur désignation pour assister aux opérations du bureau central provincial.

ART. 272.

Les présidents des bureaux principaux des arrondissements où un ou plusieurs candidats se sont réservés le droit de faire une déclaration de groupement de listes, transmettent au président du bureau central provincial, la liste des candidats dès qu'elle a été arrêtée définitivement conformément à l'article 255, ou lui signalent que l'élection s'est terminée sans lutte en vertu des alinéas 1 à 3 de l'article 257, auquel cas la réserve de déclaration de groupement devient sans objet.

ART. 273.

Les déclarations de groupement doivent être remises, par un des signataires au moins, au président du bureau central provincial, à l'heure qu'il a fixée pour cette remise. Il en est donné récépissé.

Wetgevende Kamers in een van de arrondissementen der provincie.

De aanwijzing van de getuigen tot bijwoning der vergaderingen van het hoofdbureel bij de verrichtingen voorzien in de artikelen 167, 169 en 255, welke overeenkomstig artikel 164, § 11, wordt gedaan door de kandidaten die geen verklaring van groepeerings deden in arrondissementen waar zij door andere kandidaten werd gedaan, brengt van rechtswege hunne aanwijzing mee tot bijwoning van de verrichtingen van het provinciaal centraal bureel.

ART. 272.

De voorzitters van de hoofdbureelen der arrondissementen, waar één of meer kandidaten zich het recht voorbehielden eene verklaring van lijstengroepeerings te doen, zenden aan den voorzitter van het provinciaal centraal bureel de kandidatenlijst, zoodra zij voorgoed vastgesteld werd overeenkomstig artikel 255, of brengen hem ter kennis dat de verkiezing zonder strijd geschiedde krachtens de alinéas 1 tot 3 van artikel 257; in dit geval heeft het voorbehoud van groepeeringsverklaring geen strekking meer.

ART. 273.

De verklaringen van groepeerings moeten, door ten minste één van de ondertekenaars, aan den voorzitter van het provinciaal centraal bureel afgegeven worden op het uur, dat hij daartoe heeft vastgesteld. Daarvan wordt ontvangstbewijs afgeleverd.

Le bureau central provincial arrête immédiatement, en présence des témoins, s'il en a été désigné, le tableau des listes formant groupe et transmet aux présidents des collèges d'arrondissement, copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription. Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes de l'arrondissement électoral.

ART. 274.

Dans ce tableau, il est assigné à chaque groupe de listes une lettre : A, B, C, etc., dans l'ordre observé pour le classement des listes dans le bulletin de vote tel qu'il a été arrêté conformément à l'article 258 par le bureau principal du chef-lieu de la province.

ART. 275.

Dans les arrondissements où les candidats d'une ou de plusieurs listes ont fait la déclaration de groupement prévue par l'article 268, le bureau principal, au lieu de procéder de la manière indiquée à l'article 263, divise le total général des votes valables par le nombre des sièges à conférer dans l'arrondissement. Il divise les chiffres électoraux par ce diviseur, et fixe ainsi, à chaque liste, son quotient électoral dont les unités indiquent le nombre de sièges immédiatement acquis.

Il procède ensuite au calcul suivant destiné à la répartition des sièges réservés : il divise chaque quotient électoral par le nombre de sièges que la liste occuperait, si un

Het provinciaal centraal bureau stelt onmiddellijk, in bijzijn van de getuigen, zoo er werden aangewezen, de tabel der tot eene groep verbonden lijsten vast en zendt aan de voorzitters der arrondissementscolleges een afschrift van de lijsten, waarop kandidaten hunner omschrijving voorkomen. Deze voorzitters doen de lijsten onmiddellijk aanplakken in al de gemeenten van het kiesarrondissement.

ART. 274.

In die tabel wordt aan elke lijstengroep eene letter : A, B, C, enz., toegekend in de orde bepaald voor de rangschikking der lijsten op het stembriefje, zooals dit overeenkomstig artikel 258 werd vastgesteld door het hoofdbureau van de hoofdplaats der provincie.

ART. 275.

In de arrondissementen waar de kandidaten van ééne of van meer lijsten de bij artikel 268 voorziene verklaring van groepeerings deden, deelt het hoofdbureau, in plaats van te handelen op de wijze vermeld in artikel 263, het algemeen totaal der geldige stemmen door het getal zetels, in het arrondissement toe te kennen. Het deelt de kiescijfers door dezen deeler en bepaalt aldus, voor elke lijst, haar kiesquotient, waarvan de eenheden het aantal dadelijk verworven zetels aanduiden.

Daarna gaat het over tot de volgende berekening met het oog op de verdeling der voorbehouden zetels : het deelt elk kiesquotient door het getal zetels, welke de lijst zou

siège disponible lui était complémentai-
rement attribué ; il additionne les nouveaux quotients, et, divisant chacun d'eux par le total, détermine la fraction locale revenant proportionnellement à chaque liste.

Procès-verbal de ces opérations est adressé immédiatement au président du bureau central provincial, les autres pièces indiquées à l'article 193 étant seules transmises au greffier de la Chambre des Représentants ou du Sénat.

ART. 276.

Le bureau central provincial se réunit le lendemain, à midi. Il arrête le chiffre électoral de chaque groupe en additionnant les chiffres électoraux des listes qui en font partie. Les autres listes conservent leurs chiffres électoraux.

Le bureau arrête, en totalisant les unités des quotients établis par application de l'article 275, le nombre des sièges déjà acquis aux différents groupes de listes et aux listes isolées pour l'ensemble de la province, ainsi que le nombre des sièges à répartir complémentai-
rement.

Il admet à la répartition complémentaire tous les groupes de listes sauf ceux qui, dans aucun arrondissement, n'ont obtenu un nombre de voix au moins égal à la moitié du diviseur électoral fixé en vertu de l'article 275, alinéa 1 ; il y admet les listes isolées, qui ont atteint cette quotité.

Le bureau divise successivement leurs chiffres électoraux par 1, 2, 3,

bezetten, indien een beschikbare zetel haar op aanvullende wijze werd toegekend ; het telt de nieuwe quotienten bijeen en, elk hunner deelende door het totaal, bepaalt het de plaatselijke breuk, welke aan elke lijst evenredig toekomt.

Het proces-verbaal dier verrichtingen wordt dadelijk gezonden aan den voorzitter van het provinciaal centraal bureel ; alleen de overige, in artikel 193 vermelde stukken worden aan den griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Senaat gestuurd.

ART. 276.

Het provinciaal centraal bureel vergadert den volgende dag, 's middags. Het bepaalt het kiescijfer van elke groep door de kiescijfers der daartoe behoorende lijsten bijeen te tellen. De overige lijsten behouden hunne kiescijfers.

Het bureel bepaalt, door de eenheden der bij toepassing van artikel 275 vastgestelde quotienten bijeen te tellen, hoeveel zetels door de verscheidene lijstengroepen en door de op zich zelf staande lijsten voor geheel de provincie reeds verworven zijn en hoeveel zetels op aanvullende wijze nog te verdeelen zijn.

Tot de aanvullende verdeeling laat het al de lijstengroepen toe, behalve die, welke, in geen enkel arrondissement, een getal stemmen hebben bekomen, gelijk aan de helft van den krachtens artikel 275, § 1, bepaalden kiesdeeler ; het laat tot die verdeeling toe de op zich zelf staande lijsten, die dit getal hebben bereikt.

Achtereenvolgens deelt het bureel hunne kiescijfers door 1, 2, 3, enz.,

etc., si la liste ne comptait encore aucun siège définitivement acquis; par 2, 3, 4, etc., si elle n'en avait acquis qu'un seul; par 3, 4, 5, etc., si elle en avait déjà acquis deux et ainsi de suite, la première division se faisant chaque fois par un chiffre égal au total des sièges que le groupe ou la liste obtiendrait si le premier des sièges restant à conférer lui était attribué.

Le bureau range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre de quotients égal à celui des mandats disponibles; chaque quotient utile détermine en faveur du groupe ou de la liste auquel il appartient l'attribution d'un siège complémentaire.

ART. 277.

Le bureau procède ensuite à la désignation des arrondissements où les listes formant groupe obtiendront le siège ou les sièges complémentaires qui leur reviennent.

Pour les listes isolées, la désignation est tout indiquée et l'attribution se fait en premier lieu, en commençant par celles auxquelles appartiennent les quotients utiles les plus élevés.

Pour les listes formant groupe la désignation se fait de la manière suivante :

L'ordre d'importance des quotients visés au dernier alinéa de l'article 276 détermine l'ordre suivant lequel chaque groupe est successivement appelé à occuper le siège restant à conférer.

indien de lijst nog geen enkelen zetel voorgoed heeft verworven; door 2, 3, 4, enz., indien zij slechts één zetel heeft verworven; door 3, 4, 5, enz., indien zij er reeds twee heeft verworven, en zoo voorts, de eerste deeling telkens geschiedend door een cijfer gelijk aan het geheel aantal zetels, welke de groep of de lijst zou bekomen, indien de eerste der nog te begeben zetels haar toegekend werd.

Het bureel rangschikt de quotienten in de volgorde hunner belangrijkheid ten beloope van een getal quotienten gelijk aan dit van de beschikbare zetels; elk in aanmerking komend quotient brengt het toekennen van een aanvullenden zetel mee ten behoeve van de groep of van de lijst waartoe het behoort.

ART. 277.

Het bureel gaat vervolgens over tot de aanduiding der arrondissementen, waar de tot eene groep verbonden lijsten den aanvullenden zetel of de aanvullende zetels, die haar toekomen, zullen bekomen.

Voor de op zich zelf staande lijsten is de aanduiding geheel aangewezen en heeft de toekenning het eerst plaats, daarbij beginnende met die, welke de hoogste inaanmerking komende quotienten hebben.

Voor de tot eene groep verbonden lijsten geschiedt de aanduiding als volgt :

De volgorde van belangrijkheid der bij het laatste lid van artikel 276 bedoelde quotienten bepaalt de orde, waarin elke groep achtereenvolgens geroepen wordt om den nog te begeben zetel te bezetten.

A l'appel de chaque groupe correspond l'appel de l'arrondissement où le groupe acquiert un siège.

A cette fin, le bureau central provincial inscrit verticalement, dans autant de colonnes qu'il y a de groupes appelés au partage, les fractions de siège inscrites aux procès-verbaux d'arrondissement visés à l'article 275, en les rangeant suivant l'ordre de leur importance, la première étant celle qui se rapproche le plus de l'unité, et en indiquant en regard de chacune d'elles le nom de l'arrondissement auquel elle se rapporte.

Le groupe auquel revient le premier siège dans l'attribution complémentaire des mandats l'obtient dans l'arrondissement qui figure en tête dans la colonne réservée à ce groupe et ainsi de suite. Si l'arrondissement venant en ordre utile se trouve avoir été déjà complètement pourvu, le siège revenant au groupe appelé passe à l'arrondissement inscrit immédiatement après lui dans la même colonne et, le cas échéant, à l'arrondissement suivant.

ART. 278.

Le bureau central provincial désigne les élus conformément aux articles 265 et 266. Toutefois, pour la dévolution des votes de liste préalable à cette désignation, le diviseur électoral unique visé dans ces articles est remplacé par un chiffre d'éligibilité spécial à chaque liste et obtenu en divisant le chiffre électoral de la liste par le nombre plus un des

Met het oproepen van elke groep stemt overeen het oproepen van het arrondissement, waar de groep een zetel bekomt.

Daartoe schrijft het provinciaal centraal bureel in verticale orde, in evenveel kolommen als er groepen tot de verdeling worden opgeroepen, de breuken van zetels vermeld in de bij artikel 275 bedoelde processen-verbaal van elk arrondissement; het rangschikt ze in de volgorde hunner belangrijkheid, de eerste zijnde die welke de eenheid het dichtst nabijkomt, en tegenover elk harer vermeldt het den naam van het arrondissement, waartoe zij behoort.

De groep, die recht heeft op den eersten zetel bij de aanvullende toekenning der mandaten, bekomt dien zetel in het arrondissement, dat aan het hoofd der aan die groep voorbehouden kolom staat, en zoo voorts. Heeft het in aanmerking komend arrondissement het volle getal zetels reeds bekomen, dan gaat de zetel, die aan de opgeroepen groep toekomt, over naar het arrondissement, onmiddellijk na deze groep in dezelfde kolom ingeschreven, en, bij voorkomend geval, naar het volgende arrondissement.

ART. 278.

Het provinciaal centraal bureel wijst de gekozenen aan overeenkomstig de artikelen 265 en 266. Evenwel wordt, voor de overdracht der lijststemmen die aan deze aanwijzing voorafgaat, de bij die artikelen bedoelde eenige kiesdeeler vervangen door een voor elke lijst bijzonder cijfer van verkiesbaarheid, dat men bekomt door het

sièges qui lui sont définitivement attribués.

Le procès-verbal de l'élection, ainsi que les procès-verbaux que le bureau central provincial a reçus en exécution de l'article 275 *in fine*, sont transmis dans les deux jours au greffier de la Chambre des Représentants ou du Sénat.

Disposition transitoire.

Lors des élections pour le prochain renouvellement des Chambres législatives, le dépouillement du scrutin et les opérations ultérieures pourront être retardées de 24 ou 48 heures à raison des retards à prévoir dans la transmission des bulletins de vote reçus dans des bureaux éloignés du chef-lieu du canton électoral.

kiescijfer der lijst te deelen door het getal plus een der zetels die haar voorgoed toegekend zijn.

Het proces-verbaal der verkiezing, alsmede de processen-verbaal welke het provinciaal centraal bureau ter uitvoering van artikel 275 *in fine* heeft ontvangen, worden binnen twee dagen gezonden aan den griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Senaat.

Overgangsbepaling.

Bij de verkiezingen voor de aanstaande vernieuwing der Wetgevende Kamers zullen de opneming der stemmen en de latere verrichtingen met 24 of 48 uren kunnen vertraagd worden wegens de gebeurlijke vertragingen bij het overmaken van de stembrieffjes ontvangen in bureelen, die van de hoofdplaats van het kieskanton ver afgelegen zijn.

BIJLAGE

Tekst door den heer Vandewalle ingediend ⁽¹⁾.

Titel XI van het Kieswetboek, houdende regeling van de evenredige vertegenwoordiging, wordt door de navolgende bepalingen aangevuld :

ART. 268.

Bij de gedeeltelijke of geheele vernieuwing van den Senaat of van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, hebben de kandidaten eener zelfde lijst het recht om zich, ten aanzien van de verdeling der zetels, tot eene groep te verbinden met andere kandidatenlijsten, regelmatig voorgedragen in dezelfde provincie, mits de groepeerings slechts ééne lijst per arrondissement bevat.

ART. 269.

Het eerste bureel der hoofdplaats van de provincie treedt als centraal bureel op voor de algemeene verdeling der lijsten.

In het bericht, dat hij ter uitvoering van artikel 163 openbaar maakt, vermeldt de voorzitter van dit bureel op welke dag, uur en plaats hij de verklaringen van groepeerings zal ontvangen. Tot dit ontvangen wordt bepaald de tiende dag vóór dien der stemming.

De voorzitter van het centraal bureel geeft dadelijk kennis van deze aanduiding aan de voorzitters van het hoofdbureel der overige arrondissementen; die voorzitters nemen het over in het bericht, waarvan artikel 163 hun de openbaarmaking voorschrijft.

ART. 270.

De verklaring der kandidaten van twee of van meer lijsten, dat zij willen gebruik maken van het hun bij artikel 268 toegekend recht, kan door eene en dezelfde akte gedaan worden. Zij heeft alleen dan uitwerking wanneer zij door al de kandidaten, werkelijke en plaatsvervangers, die de groep uitmaken, is ondertekend en wederkeerig aangenomen.

Eene lijst kan niet tot eene groep verbonden worden met twee of met meer lijsten, welke niet onderling tot eene groep verbonden zijn.

Indien eene lijst, tot eene groepeerings behorende, wordt afgewezen, dan heeft de verklaring niettemin uitwerking voor de overige, regelmatig gegroepeerde lijsten.

(1) In dezen tekst zijn opgenomen de bijzonderste gedeelten van twee wetsvoorstellen, welke wij bij de Kamer indienden den 21st Novembre 1911, n° 11, en den 31st Januari 1913, n° 429. Enkele wijzigingen werden ons ingegeven door het zeer ernstig werk van den heer Sauveur, secretaris van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken; onze formule, welke de Middenafdeeling heeft aangenomen, hebben wij echter ongewijzigd behouden.

ART. 271.

De gemeenschappelijke verklaring kan een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de verrichtingen van het centraal bureel namens de groep bij te wonen.

De getuigen moeten in de provincie kiezer zijn voor de Wetgevende Kamers, tenzij ze zelf candidaat zijn.

De aanwijzing van getuigen, overeenkomstig het 11^e lid van artikel 164 gedaan door kandidaten die tot geene enkele groepeerings behoorren, geeft aan deze getuigen het recht om de verrichtingen van het centraal bureel bij te wonen.

ART. 272.

Wordt in een arrondissement slechts ééne lijst voorgedragen, of is het geheel getal werkelijke en plaatsvervangende kandidaten niet hooger dan dit der te begeven plaatsen, dan vervalt het groepeeringsrecht, dat de kandidaten zich in hunne akte van aanvaarding mochten voorbehouden hebben. De dadelijke uitroeping der gekozenen en de aanwijzing der plaatsvervangers geschieden alsdan overeenkomstig de eerste drie alinea's van artikel 257 en de voorzitter van het hoofdbureel geeft kennis van de toepassing dezer alinea's aan den voorzitter van het centraal bureel.

ART. 273.

De groepeeringsverklaring moet door ten minste één van de onderteeke-naars aan den voorzitter van het centraal bureel afgegeven worden op den dag, het uur en de plaats die hij heeft vastgesteld. Daarvan wordt ontvangstbewijs afgeleverd.

Het centraal bureel stelt onmiddellijk, in bijzijn van de getuigen, zoo er werden aangewezen, de tabel der gemeenschappelijke lijsten vast en deelt aan de voorzitters der arrondissementscolleges een afschrift mee van de lijsten, waarop kandidaten hunner omschrijving voorkomen.

Deze voorzitters doen de lijsten onmiddellijk aanplakken in al de gemeenten van het arrondissement.

ART. 274.

In de arrondissementen waar de kandidaten van ééne of van meer lijsten de verklaring van groepeerings deden overeenkomstig de artikelen 268 en 270, stelt het hoofdbureel het plaatselijk verdeelingscijfer vast door het getal geldige stemmen te deelen door het getal zetels, in het arrondissement te begeven.

Het deelt het kiescijfer van elke lijst door dien verdeeler en bepaalt aldus voor elke lijst haar plaatselijk *kiesquotient*.

Het cijfer der eenheden van dit quotient wijst voor elke lijst aan, welke zetel zij reeds voorgoed verworven heeft.

Voor elke der lijsten, waarop nog verkiesbare kandidaten voorkomen, bepaalt het bureel daarna hare nog niet vertegenwoordigde kiesmacht door haar kiesquotient te verdeelen door 1, zoo de lijst nog geen zetel heeft

bekomen, door 2, zoo zij er een heeft bekomen, door 3, indien zij er twee heeft bekomen, en zoo voorts. Het mogelijk recht der lijst op elke van de beschikbaar gebleven plaatsen, wordt op die wijze vertegenwoordigd door de *breuk* welke men bekomt, wanneer men haar kiesquotient deelt door het getal zetels, die zij achtereenvolgens zou bezetten, indien de aanvullende zetel haar telkens werd toegekend.

Het proces-verbaal der verkiezing wordt dadelijk gezonden aan den voorzitter van het centraal bureel; alleen de overige, in artikel 193 vermelde stukken worden aan den griffier van den Senaat of van de Kamer der Volksvertegenwoordigers gestuurd.

ART. 275.

Het centraal bureel vergadert den volgenden dag, 's middags.

Het bepaalt het provinciaal kiescijfer van elke groep door de kiescijfers der daartoe behoorende lijsten bijeen te tellen.

De afzonderlijk strijdende lijsten worden aangezien als op zich zelf staande groepen. Zij behouden als provinciaal cijfer het geheel bedrag der stemmen, welke zij in hun onderscheidenlijk arrondissement hebben bekomen.

Tot regeling van het aanvullend recht van elke dezer groepen deelt het centraal bureel haar provinciaal cijfer achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4 en 5 en zoo voorts met weglating van een getal eerste deelsers gelijk aan dit der zetels welke de groep den vorigen dag heeft verworven, op zulke wijze dat, voor elken beschikbaar gebleven zetel, het mogelijk recht der groep wordt bepaald door haar provinciaal cijfer te deelen door het getal zetels, welke zij zou bezetten, indien bedoelde zetel haar werkelijk toegekend werd.

Het bureel rangschikt de quotienten per groepen naar hunne numerieke belangrijkheid; in de orde van hunne aldus gerangschikte quotienten roept het de groepen en de op zich zelf staande lijsten op tot het bezetten van de beschikbaar gebleven plaatsen en kent het aan elke groep den zetel toe, die haar toekomt in het arrondissement, waar hare plaatselijke *breuk*, volgens artikel 274 vastgesteld, de eenheid het dichtst nabijkomt.

De verrichting wordt op die wijze voortgezet totdat al de zetels zijn bezet.

ART. 276.

De aan eene lijst toegekende zetels worden eindelijk bezet door hare werkelijke kandidaten die in aanmerking komen, desnoods door hare plaatsvervangende kandidaten, en het bureel roept de verkiezing dezer kandidaten uit volgens de regelen bepaald bij de artikelen 265 en 266.

De overdracht der lijststemmen geschiedt ten beloope van een *bijzonder cijfer* van verkiesbaarheid, dat het bureel voor elke lijst vaststelt door haar kiescijfer te deelen door het getal zetels, die haar voorgoed zijn toegekend.

Dit bijzonder cijfer vervangt den eenigen deeler, bij de artikelen 265 en 266 bedoeld.

ART. 277.

De uitslag dier verrichtingen wordt openbaar afgekondigd. Het proces-verbaal wordt binnen twee dagen aan den griffier van de Kamer of van den Senaat gezonden met de processen-verbaal, welke het bureel ter uitvoering van artikel 274 heeft ontvangen.

VICTOR VANDEWALLE.
